

Mémoire de M. Augustin Queneau dans l'affaire de la banque St-Charles de Madrid.

[Paris] : de l'Imprimerie de Porthmann ..., [ca. 1809].

Vol. encuadernado con 5 obras

Signatura: FEV-AV-M-02966 (05)

La obra reproducida forma parte de la colección de la Biblioteca del Banco de España y ha sido escaneada dentro de su proyecto de digitalización

<http://www.bde.es/bde/es/secciones/servicios/Profesionales/Biblioteca/Biblioteca.html>

Aviso legal

Se permite la utilización total o parcial de esta copia digital para fines sin ánimo de lucro siempre y cuando se cite la fuente

M É M O I R E

D E

M. AUGUSTIN QUENEAU,

D A N S L' A F F A I R E

D E

LA BANQUE S^t. - CHARLES

D E M A D R I D.



M E M O I R E

D E

M. AUGUSTIN QUENEAU

D A N S L' A F F A I R E

D E

LA BANQUE S^t.-CHARLES

D E M A D R I D.





M É M O I R E

SUR DÉLIBÉRÉ,

POUR M. AUGUSTIN QUENEAU, ci-devant Négociant-

Banquier à Madrid ;

CONTRE MM. les Directeurs de la BANQUE SAINT-

CHARLES, de Madrid ;

En présence de M. LECOUTEULX DE CANTELEU, liqui-
dateur de l'ancienne Maison de banque, établie à
Paris, sous la raison de Lecouteulx et compagnie.

CETTE affaire, importante par son objet, est devenue célèbre, par
l'éclat qu'une des parties a cru devoir lui donner (1).

(1) La banque Saint-Charles a fait insérer dans les journaux l'analyse des pre-
mières plaidoiries de son défenseur.

Est-ce un bien, pour les justiciables, ou pour la justice, que d'appeler ainsi le public à juger, en quelque sorte, lui-même et d'avance, les questions d'intérêt privé, soumises à la décision des magistrats ?

Quoiqu'il en soit, M. Queneau, cité par cet éclat au tribunal de l'opinion publique, a dû s'y présenter. Le voici. Et certes ! on verra bientôt que ce n'était pas à lui de craindre d'y paraître.

Un autre motif, plus impérieux que cette provocation, exigeait d'ailleurs la publicité qu'il va donner à sa défense : son honneur est attaqué.

Son honneur ! c'est le seul bien qui lui reste ; et la banque St.-Charles, qui l'a dépouillé de tous les autres, a tenté de lui ravir encore celui-ci, par une diffamation publique et scandaleuse. Elle a voulu déshonorer sa victime, pour justifier la spoliation et les persécutions dont sa victime lui demande justice. Dans cette intention, elle ose imputer à l'un des négocians les plus estimables, et dont elle connaît elle-même les vertus, elle ose lui imputer le crime le plus grave qu'on puisse commettre dans le commerce, une *banqueroute frauduleuse* !

La moralité de M. Queneau est tellement connue dans l'Europe commerçante, qu'on peut ne pas craindre de faire naître une prévention contre lui, en rappelant cette inculpation avant d'avoir exposé les faits particuliers qui pouvaient d'avance la détruire.

Ces faits, dont on va rendre compte, ont pour objet, non-seulement de convaincre la banque Saint-Charles de calomnie, mais encore d'éclairer l'opinion sur les droits pécuniaires des parties. On fera connaître ensuite leurs prétentions respectives ; et l'on finira par une discussion de ces diverses prétentions.

F A I T S.

Augustin Queneau fut le fondateur, et pendant vingt cinq ans le chef estimé de l'une des premières maisons de banque, dans la capitale de l'Espagne.

Parmi les opérations importantes faites par cette maison, il en est une, immense, qui forme l'objet du procès existant entre les parties.

C'est l'acquisition faite en décembre 1790, par M. Queneau, de la banque de St.-Charles, à Madrid, d'une masse d'effets publics de France, montant à 7,400,000 liv. tournois environ.

Le prix de cette acquisition, stipulé en monnaie d'Espagne, fut fixé à 29,500,000 réaux de veillon (correspondant à 7,575,000 liv. tournois.) M. Queneau s'obligea de le payer en trois portions égales, à des termes convenus, sous la promesse d'un cautionnement solidaire des maisons de banque Magon de la Balue, Lecouteulx et compagnie, de Paris; et ces derniers souscrivirent en effet le cautionnement promis, par acte authentique, en France, au mois de janvier 1791, un mois après l'obligation du principal débiteur.

La première partie du prix acquittée à son échéance, plusieurs transactions ultérieures eurent lieu successivement entre la banque Saint-Charles et M. Queneau; transactions qu'il est inutile de rappeler ici dans leurs détails, mais dont le résultat fut, qu'au moyen de certains avantages pécuniaires et de nouvelles suretés accordés à la banque Saint-Charles, elle accorda, de son côté, à M. Queneau, des prorogations de délais, nécessitées par les événemens politiques, pour le paiement du surplus du prix de son acquisition.

La dernière de ces transactions, faite à Madrid, est du commencement de janvier 1793, de cette époque où se préparait en France le grand événement auquel le Gouvernement espagnol devait prendre et prenait en effet tant d'intérêt.

Les parties ne se dissimulaient pas alors qu'il pouvait en résulter entre les deux nations, une rupture et des mesures telles, que l'exécution ultérieure des engagements de M. Queneau et de ses cautions, devînt en quelque sorte impossible, au moins pendant un tems. Et, comme pour prévoir et régler d'avance la suspension et les délais auxquels allaient donner lieu les entraves qu'on appréhendait de la part des Gouvernemens respectifs, les parties convinrent dans cette dernière transaction, de reporter à *deux ans et demi*, du premier janvier 1793, le paiement du solde de la créance de la Banque, qui, *en échange* de cette facilité, obtint *un nouveau cautionnement* d'une maison d'Espagne, et toucha alors en effectif des sommes considérables.

Ce que les parties avaient craint de l'autorité, ne se réalisa que trop tôt pour M. Queneau. Deux mois après, sa personne et sa maison furent frappées par l'une de ces mesures, qu'on nomme *politiques*, et qui pourtant sont en résultat aussi impolitiques et en même tems aussi désastreuses pour le Gouvernement qui les emploie, qu'elles sont injustes et barbares à l'égard de ceux qui en sont l'objet.

M. Queneau a malheureusement acquis le droit de qualifier ainsi l'acte du Gouvernement espagnol qui, vers la fin de février 1793, expulsa des royaumes d'Espagne tous les Français qui s'y trouvaient alors établis, et mit leurs biens sous le sequestre. Mesure étrange, en effet, puisqu'elle punissait ceux-là même qui, par leur résidence actuelle, pouvaient être présumés avoir partagé le ressentiment qui la dictait, ou qui, du moins, étaient

par-là, nécessairement étrangers à l'événement qui l'avait provoqué !

Ainsi, M. Queneau, Français resté fidèle à sa patrie, qu'il refusa d'abdiquer, quoiqu'elle fût alors en proie aux dissensions révolutionnaires, M. Queneau, malgré l'importance de son établissement pour l'Espagne même, malgré la considération dont il jouissait dans le commerce, et sans égard pour une résidence de vingt-cinq ans, M. Queneau reçut, le 4 mars, la notification officielle du décret royal, qui lui ordonnait de *quitter Madrid sous quarante-huit heures*; et à l'instant même, il fut expulsé de son domicile, où l'on apposa le séquestre fiscal.

Cette mesure, dont l'Espagne a la première donné l'exemple dans les guerres de la révolution, et que n'a pas même imité, dans ses lois de représailles, le Gouvernement révolutionnaire de France (1); cette mesure, nonobstant son injustice, et sa rigueur si faussement appliquée, laissait du moins aux malheureux Français auxquels elle enlevait l'asyle, la liberté de retourner dans leur patrie, et l'espoir d'y fonder de nouveaux établissemens, soit par leur industrie et leurs travaux, soit avec les recouvrements qu'ils pouvaient avoir à y faire, soit enfin par la restitution qu'ils pourraient obtenir de leur fortune séquestrée.

Tels étaient aussi les ressources et les motifs de consolation qui restaient à M. Queneau dans son malheur, indépendamment de quelques débris de sa fortune, que le hasard du moment ou plutôt la providence avait laissés à sa disposition (2).

(1). Les lois de représailles portées ultérieurement par la convention, n'expulsèrent pas les Espagnols domiciliés en France.

(2). Lorsqu'on apposait le séquestre chez M. Queneau, son commis était ex

Eh bien ! ces débris , ces ressources , tout , jusqu'à l'espoir et la liberté , si chers aux malheureux , tout en un mot , fut ravi à l'infortuné Queneau.

Mais ce n'est pas le Gouvernement espagnol qu'il faut accuser de cet excès de persécutions accumulées sur M. Queneau , sur Queneau seul , de tous les Français expulsés , et pourtant l'un des plus respectables ; ces persécutions outrées , qui aggravèrent la mesure générale du Gouvernement pour un seul individu , furent uniquement *le fait de la banque Saint-Charles*. Elles furent le résultat des froids calculs de cette compagnie financière , qui , déterminée par des vues sordides et bornées , crut sans doute pouvoir se mettre indirectement à l'abri des représailles de confiscation , qu'elle appréhendait sur sa créance , en *retenant pour otage son débiteur principal*. Oui , ce fut là son motif , son objet ; autrement , sa conduite envers M. Queneau serait une atrocité vraiment inexplicable.

Il est tems de faire connaître les détails de cette conduite. On les lira peut être avec quelque intérêt. Ce sentiment des ames compâtissantes est une consolation sans doute ; mais le tribut stérile d'une

ville , faisant sa tournée ordinaire pour retirer les lettres de change qui étaient à l'acceptation ; à son retour , trouvant les portes fermées et apprenant que M. Queneau s'était retiré chez son beau-frère , il s'y rend et lui remet ces traites , formant environ 60,000 réaux de veillon ou 15,000 liv. tournois. M. Queneau se trouvait en outre avoir dans ses mains quelques traites sur France , enfermées dans des lettres cachetées , qu'il était sur le point de mettre à la poste et qu'il retint pour les porter lui-même , puisqu'il devait partir sous deux jours. Ces traites pouvaient monter à 35,000 l. tournois environ *en assignats*, faisant nominalemeut 140,000 réaux de veillon , sauf la perte du change.

On ne dira pas sans doute que M. Queneau devait faire revenir chez lui l'officier du Gouvernement , pour mettre sous la main du fisc cette parcelle de sa fortune , dont le total s'élevait à plusieurs millions de réaux.

pitié générale n'est pourtant pas ce que sollicite M. Queneau, il demande justice contre ses oppresseurs; et sous ce rapport, il ne réclame, de ceux qui liront ces détails, qu'attention et impartialité.

M. Queneau, expulsé de son domicile dès le 4 mars, à l'instant de la notification du décret royal, s'était retiré momentanément chez un Espagnol son beau-frère.

Son premier soin en y arrivant, avait été d'écrire à la banque St.-Charles, pour la prévenir de son malheur. Cette lettre, demeurée sans réponse toute la journée, lui procura la visite, à dix heures du soir, de deux directeurs de la Banque, dont la conversation insignifiante se réduisit à de simples complimens de condoléance, exprimés avec un embarras que M. Queneau crut pouvoir attribuer à leur sensibilité (1).

M. Queneau avait employé la journée du lendemain, 5 mars, à

(1). Ces deux directeurs étaient MM. *Joyes* et *Texada-Hermoso*. M. Queneau prenait bien le change alors sur les sentimens de bienveillance qu'il leur supposait, ainsi qu'à la banque qui les députait auprès de lui. On peut en juger d'après l'anecdote suivante, dont M. Queneau fut instruit par la suite.

La banque avait été informée dès la veille, de l'intention où l'on était d'appliquer le décret d'expulsion à M. Queneau. Cependant, la considération dont il jouissait était telle, que l'on hésitait encore; une conférence eut lieu à cet égard chez le Gouverneur du conseil, qui avait mandé deux directeurs et deux commissaires de la banque; ces MM. furent d'avis que la notification du décret d'expulsion devait être faite à M. Queneau, et leur opinion détermina celle du Gouverneur.

Ce n'est point de cette opinion que M. Queneau se plaint dans l'affaire actuelle, cela rentre dans la mesure générale du Gouvernement, dont la banque aurait sans doute pu le garantir, mais dont elle n'est pas responsable. On a seulement voulu faire connaître ici les sentimens qui l'ont animée dans cette circonstance envers M. Queneau, parce qu'on aura dans la suite à s'expliquer sur des reproches d'ingratitude qu'elle ose lui faire à l'occasion de cet événement.

faire les préparatifs de son départ, qui devait *nécessairement* avoir lieu le jour suivant, terme auquel expirait le *délai de quarante-huit heures fixé par le décret*.

Il avait obtenu de l'alcade de Cour (officier de police) dans les formes ordinaires, et comme tous les autres Français, ses compagnons d'infortune, un passe-port, indiquant le jour et l'heure de son départ, ainsi que la route qu'il devait suivre pour aller en France.

Enfin, il était parti de Madrid publiquement et en plein jour, le 6 mars, s'éloignant à petites journées et malgré lui, des lieux où il laissait son domicile, sa fortune, ses amis et des habitudes de vingt-cinq ans; suivant exactement la route tracée par son passe-port, il était, après quatre jours de marche, rendu à Pampelune, où il avait séjourné volontairement, comme pour jouir plus long-tems du sol auquel il allait bientôt s'arracher; sortant des murs de cette ville le matin du 10 mars, M. Queneau déjà s'approchait de sa patrie, lorsqu'il est arrêté par un major accompagné de six fusilliers, qui l'entraînent dans la citadelle de la place; là, sans l'instruire du motif de son arrestation, on le fouille, on le dévalise, et dans l'état de dénue-ment et de stupeur où le malheureux Queneau se trouvait ainsi réduit, on l'enferme dans une étroite prison, où il est tenu pendant quinze jours au secret. On l'en retire au bout de ce tems, mais c'est pour le charger de fers, en public, sur une charrette, escortée de quatre soldats de cavalerie, par lesquels il est conduit ignominieusement et de prison en prison jusqu'à Madrid, où il est plongé dans un nouveau cachot, privé, comme dans le premier, de toute communication, ainsi qu'un criminel.

Cependant, un cri général s'élevait en faveur de M. Queneau, contre le traitement cruel qu'on lui faisait éprouver. Il fallait qu'il fût soupable d'un crime, pour être traité de la sorte chez une nation na-

turellement juste ; et cette idée ne pouvait se concilier avec l'estime dont il jouissait. La Banque, connue pour l'auteur de ces mesures, est accusée de persécution, malgré les prétextes qu'elle imagine pour se justifier ; le commerce de Madrid tout entier s'élève en quelque sorte contre elle ; l'opinion publique la condamne ; elle défend sa victime, elle l'absout ; et cette autorité morale , à laquelle toutes les autres finissent par céder , quand elle est juste et persévérante , l'opinion publique , força bientôt cette puissante compagnie de financiers endurcis, non pas à faire justice entière à l'infortuné Queneau , mais à se relâcher du moins des persécutions matérielles qui avaient excité l'indignation contre eux.

Le premier adoucissement qu'obtint M. Queneau , ce fut d'être interrogé et d'apprendre quels étaient les auteurs et les causes de son arrestation, car il ne s'en était pas même douté jusqu'à l'époque de son interrogatoire. Il fut interrogé quelques jours après sa translation à Madrid, par le même officier qui lui avait délivré son passe-port, et sur les questions à lui remises par la banque Saint-Charles elle-même. M. Queneau les reconnut, il en fit l'observation à l'alcade ; et ce fut à cette occasion que, sans rien dissimuler d'une chose qui d'ailleurs était notoire dans Madrid, cet officier lui déclara formellement que c'était la banque Saint-Charles qui avait demandé, envoyé et fait exécuter l'ordre de son arrestation, en qualité de créancière de M. Queneau, et sur l'allégation qu'il s'était en allé furtivement, emportant à la Banque 17,000,000 de réaux veillon, en effets royaux et actions de la banque.

Néanmoins, soit que l'alcade, qui connaissait la moralité de M. Queneau, eût trouvé cette supposition trop absurde pour en faire l'objet de son interrogatoire, ou que la banque Saint-Charles n'eût pas osé faire figurer cette imputation dans ses instructions écrites, M. Queneau doit le déclarer ici, pour rendre hommage à la vérité, l'officier inter-

rogateur ne lui fit aucune question qui annonçât une accusation positive à cet égard, ni même une accusation d'autre délit quelconque; les questions furent insignifiantes, on pourrait même dire bénignes, à l'exception d'une seule, étrangère en quelque sorte à M. Queneau, et concernant un Espagnol estimable que la Banque voulait compromettre, mais qui fut, au contraire, justifié par les réponses de M. Queneau, franches sur ce point, comme sur toutes les autres.

Au surplus, cet interrogatoire n'était, comme on le voit, qu'un simple acte de forme, employé pour donner une apparence de motif plausible à l'arrestation de M. Queneau. Aussi, d'après cette formalité remplie, et sans aucune espèce de jugement ni décision légale qui annonçât une accusation portée et rejetée, M. Queneau fut mis *hors de prison*, sur la permission de la banque St.-Charles.

On dit qu'il fut mis *hors de prison* et non qu'il fut mis en liberté; car M. Queneau, dégagé de ses fers, n'en devint pas plus libre; il lui fut défendu de quitter Madrid, sa prison fut seulement changée, agrandie. Et par cette obligation de rester comme prisonnier dans une ville que naguères il avait quittée avec tant de peine, on trouva le moyen de lui en rendre le séjour odieux.

M. Queneau se serait pourtant consolé de cette espèce d'esclavage, si en le retenant à Madrid, on l'eut réintégré dans son établissement. Mais cela n'était pas entré dans les projets de la banque St.-Charles, ce fut, au contraire, elle-même qui s'en empara, sous le prétexte de sa créance contre M. Queneau, qu'elle ne parut retenir auprès d'elle que comme un indicateur nécessaire au recouvrement des valeurs dont elle l'avait dépouillé.

Elle se met donc en possession de toute la fortune de M. Queneau, sur une espèce d'inventaire, fait, on ne sait comment, quoiqu'on ait eu la précaution d'y faire paraître le prisonnier: son mobilier, son ar-

genterie, sa caisse, ses registres, son porte-feuille, même les quittances et les comptes des paiemens faits à la banque, en un mot, tous ses papiers et ses effets sont à la disposition de cette Banque, pour se payer par ses mains d'une créance *qui ne devait être exigible que dans deux ans et demi.*

M. Queneau ne peut pas articuler formellement, quant à présent, et dans l'absence des inventaires, registres et papiers, dont il demande le rapport à la Banque, en quoi consistent toutes les valeurs par elle ainsi prises sur lui: mais pour en donner quelque idée, en attendant la représentation de ces pièces, il croit devoir observer provisoirement, 1°. que suivant l'aveu fait par la Banque elle-même dans le cours des plaidoiries, elle a recueilli 2,000,000 réaux veillon, ou 500,000 liv. tournois, des valeurs effectives de M. Queneau en Espagne, déduction faite de toutes dettes et charges; 2°. qu'elle n'a point compris dans cette masse, le montant des sommes considérables à recouvrer sur France en lettres de change, et qui, pour celles sur Paris seulement, formaient environ 900,000 liv. tournois; 3°. que la Banque n'a pas non plus compris dans la masse qu'elle annonce, une somme de 1,500,000 réaux de veillon, ou 400,000 liv. tournois environ, montant de deux livrances de piastres à recouvrer sur la Havane, dont les titres, appartenans à la maison Lecontentx de Cadix, étaient dans le porte-feuille de M. Queneau (1). On ne parle point

(1). Ce ne sont pas là les seules valeurs étrangères à M. Queneau, que la banque St.-Charles se soit appropriées. S'étant emparée de son établissement, elle s'était arrogé le droit d'ouvrir ses lettres: dans quelques-unes de celles qui lui arrivèrent pendant sa détention, il y avait des remises sur Madrid, pour lesquelles des négocians lui demandaient des retours sur d'autres places; et quoique ces négocians ne fussent point débiteurs envers M. Queneau, la Banque, étendant sans doute la proscription de M. Queneau à ses correspondans, décida que les remises

encore ici de la somme des indemnités encourues envers lui par la banque Saint-Charles, parce que cet objet appartient plutôt à la discussion qu'à l'exposé des faits, dont on va continuer le récit.

M. Queneau, retenu dans Madrid, où, comme on l'a dit, il avait la ville pour prison, n'y fut pas retenu seulement pendant quelques mois, mais pendant plus de quatre ans consécutifs, et toujours par le fait et dans les chaînes de la banque St.-Charles.

Vainement, M. Queneau, verbalement et par écrit, lui demandait-il sa liberté, elle lui faisait toujours une réponse négative, plus ou moins semblable à celle-ci, qui se trouve littéralement dans l'une des lettres de la Banque, suivant la traduction officielle : « *La direction* » *de la Banque a pris la résolution unanime que vous resterez pour le* » *présent à Madrid, jusqu'à ce que les circonstances actuelles de* » *la France permettent de pouvoir prendre d'autres arrangements,* » en vous présentant journellement, comme vous le faites actuellement, à M. l'alcade de la cour, etc. »

Vainement M. Queneau représentait-t-il à la banque St.-Charles que sa présence en France était nécessaire pour recouvrer ses créances en assignats, d'une valeur approximative de leur somme nominale à l'époque de son arrestation, et qui, pendant sa détention à Madrid, dépérissaient journellement.

Vainement lui faisait-il observer qu'avec le produit de ces recouvrements, et sans même toucher à ses valeurs d'Espagne, il pourrait fonder en France une nouvelle maison de banque, qui, par le moyen
 —————
 qui lui étaient adressées étaient de bonne prise, et s'en appliqua le montant, au lieu de renvoyer les effets aux correspondans, ou de leur faire elle-même les retours.

de ses anciennes relations en Espagne, pourrait prendre une grande consistance à l'époque du rétablissement de la paix entre les deux nations.

Vainement enfin l'on vit arriver cet heureux événement par le traité de Basle, en thermidor an 3 : la mesure générale d'expulsion et de sequestre se trouva par là révoquée ; et cette révocation resta sans effet pour M. Queneau, parce qu'il avait cessé d'être sous la main du Gouvernement, dès qu'il avait été mis sous celle de la banque Saint-Charles.

C'était en effet la Banque qui tenait M. Queneau dans sa dépendance : lui accordant l'usage d'une partie de son mobilier, lui refusant le surplus ; lui permettant de loger dans sa propre maison, en lui défendant l'entrée de son comptoir ; réglant la quotité de ses dépenses, quoique sur ses fonds personnels ; lui prescrivant ce qu'il devait faire, et lui faisant *défendre d'entreprendre de nouvelles opérations*.

Telle fut l'existence de M. Queneau pendant quatre ans.

Enfin, lassé de cette tyrannie devenue insupportable, il s'adressa, comme citoyen français, au gouvernement de France qui, par la voie de son ambassadeur en Espagne, et après beaucoup d'obstacles et de lenteurs de la part de la banque Saint-Charles, fit accorder à M. Queneau sa liberté, vers le mois d'avril 1797, quatre ans et plus après son arrestation, qui avait eu lieu en mars 1795 (1).

(1). Voici la note officielle de M. Pérignon, alors ambassadeur de France auprès de la cour d'Espagne, aujourd'hui maréchal de l'Empire, adressée au Prince de la Paix, pour obtenir la liberté de M. Queneau.

Le citoyen Augustin Queneau, banquier français, jouissait à Madrid, depuis 25 ans, du crédit et de l'estime que sa conduite et sa probité lui avaient uni-

Ainsi finit sa captivité.

Mais en lui rendant la liberté, la Banque ne lui rendit point sa fortune, elle lui restitua seulement quelques fonds pour les frais

versellement assurés, lorsqu'il fut enveloppé comme Français, en 1794, dans la proscription générale de tous ses concitoyens. Saisi dans ses propriétés, comme eux, expulsé du territoire espagnol, le citoyen Queneau repassait en France, muni d'un passe-port, que l'alcade de Corté à Madrid lui avait délivré, lorsqu'en vertu d'un ordre du roi, *sollicité par la banque de Saint-Charles*, il fut arrêté à Pampelune, chargé de fers, plongé dans un cachot et ramené comme un criminel dans les prisons de Madrid. On n'avait trouvé sur lui à Pampelune, que 368 réaux de veillon, et on publiait à la cour ainsi que dans la capitale, qu'il emportait dix-sept millions de réaux à la banque de Saint-Charles. Le traitement ignominieux qu'il essayait, ne justifiait que trop cette calomnie.

L'extrait ci-joint du mémoire que le cit. Queneau a fait parvenir au directoire exécutif, présente la série des faits qui ont causé ses malheurs, et le tableau fidèle de la situation aussi fâcheuse que non méritée, dans laquelle il languit depuis trois ans.

La paix n'a point adouci son sort, et les dispositions de l'art. 10 du traité de Basle ne se sont point étendues jusqu'à lui.

Sequestré dans ses biens et dans ses effets, privé de la faculté de suivre son commerce, réduit à une pension alimentaire, insuffisante pour ses besoins; captif à Madrid, dont un décret d'arrestation ne lui permet pas de sortir; condamné, pour ainsi dire, à une mort civile, le citoyen Queneau a vainement sollicité les directeurs de la banque de Saint-Charles de prendre quelque détermination à son égard, en lui rendant la liberté; toutes ses instances sont demeurées sans réponse.

Le chargé d'affaires de la République française ne discutera point ici les intérêts qui divisent la banque de Saint-Charles et le citoyen Queneau: il espère que cette affaire se terminera à l'amiable, et d'une manière satisfaisante pour les deux parties; mais il observe :

de son voyage en France, où M. Queneau repassa dans le mois de mai 1797.

Avant son retour en France et même avant d'avoir obtenu sa liberté, M. Queneau avait, dès le mois de mars 1796, après la troi-

1°. Que la banque Saint-Charles, quoique créancière du citoyen Queneau pour une opération de fonds publics existans en France, ne peut avoir aucun droit de le retenir en arrestation, du moment qu'on ne trouve aucun délit dont il se soit rendu coupable, par suite de cette même opération.

2°. Que la banque s'étant emparé de toutes les propriétés de son débiteur, elle l'a réduit à un état d'insolvabilité qui doit le rendre quitte envers elle de sa responsabilité personnelle.

3°. Que la banque a pardevers elle la preuve que tous les fonds relatifs à l'opération de laquelle elle est créancière, n'existent et n'ont jamais existé au pouvoir du citoyen Queneau; que celui-ci, au lieu de s'en servir pour les affaires particulières de son commerce, a, au contraire, fait des avances sur son crédit, pour les premiers paiemens qui ont été faits à la banque.

4°. Que les fonds, enfin, de ladite opération, existent à Paris, où la banque vient d'envoyer un commissaire pour traiter de la liquidation de cette affaire, et qu'en conséquence, il est injuste de priver de sa liberté un homme dépouillé de tout, après s'être permis contre lui les traitemens réservés aux criminels, et l'avoir mis dans le cas même de ne pouvoir satisfaire ses créanciers particuliers.

La justesse de ces observations n'échappera point à la pénétration de S. E. le Prince de la Paix; le chargé d'affaires de la République française a trop de confiance dans les sentimens de justice et d'humanité qui animent S. E., pour ne pas être persuadé qu'elle prendra, conformément au désir du directoire, les mesures les plus efficaces pour faire rendre au cit. Augustin Queneau la liberté qu'il réclame.

Madrid, le 25 germinal an 4 (14 avril 1796) de la République française, une et indivisible.

sième année de sa détention, fait une protestation authentique contre la conduite de la Banque à son égard, et par le même acte, il avait donné procuration pour former sur elle une opposition en France, entre les mains de M. Lecouteulx, où étaient les valeurs provenues du marché, afin d'obtenir sur ce qui pouvait rester dû à la Banque, les restitutions et indemnités dont elle était tenue envers lui.

Cette opposition fut effectivement formée le 27 germinal an 4, sur les fonds et valeurs appartenans à la banque Saint-Charles, à l'effet, porte l'opposition, « d'indemniser M. Queneau des dommages qu'elle » lui a occasionnés par sa détention, lorsqu'il fut exilé par décret » et ordonnance du roi et autres vexations qu'il a souffertes personnellement, lorsqu'il fut arrêté et transféré à Madrid dans la prison » royale, au préjudice de ses intérêts, ladite Banque l'ayant mis hors » de sa maison par force majeure et s'étant emparé arbitrairement » de tout ce qu'il possédait. »

Les termes de cette opposition, formée depuis neuf ans, et avant que la Banque eût fait aucunes poursuites en France, indiquent d'avance, en attendant la discussion, que les faits de spoliation et de persécution dont on vient de rendre compte, ne sont pas, comme l'a supposé la Banque dans ses plaidoiries, une récrimination imaginée après coup pour entraver l'action qu'elle intente aujourd'hui pour solde du prix du marché de 1790.

Avant de parler de cette action et des prétentions diverses qui forment l'objet du procès, on doit, pour compléter le récit des faits, parler de ce qui se passait en France, relativement à la créance de la banque, vis-à-vis des cautions de M. Queneau, tandis qu'elle le dépouillait et le tyrannisait en Espagne.

Un décret du 16 août 1793, rendu par la convention nationale, « ordonna que les biens et propriétés que les sujets et vassaux du roi d'Espagne

» pague avaient en France, seraient saisis et séquestrés au nom de
 » la République, et que le produit en serait appliqué aux citoyens
 » français qui avaient été expulsés ou dépouillés de leurs biens en
 » Espagne. »

Telles sont les expressions mêmes de cette loi, qui, comme on le voit, se renfermait dans les bornes d'une représaille bien modérée.

C'est cette représaille qu'avait craint et dû craindre la banque St.-Charles, quand le gouvernement d'Espagne eut rendu le décret d'expulsion des Français.

Cependant, tandis que la Banque à Madrid, aggravait encore la rigueur de cette mesure envers M. Queneau, ses cautions à Paris cherchaient à garantir la Banque de l'effet de la loi de représaille, en lui proposant de lui transférer, sous le nom de Génois ou autres neutres, les effets et valeurs provenus du marché de 1790.

Mais la Banque ne sut pas profiter de cette proposition, aussi généreuse que sage, et le sequestre fut apposé de son chef, chez MM. Lecouteulx, sur les produits du marché de M. Queneau; sequestre qui n'aurait peut-être pas eu lieu, si la Banque eût permis à ce dernier de venir à Paris, où son titre de Français expulsé d'Espagne eût donné de la faveur à la réclamation qu'il eût faite, soit comme propriétaire des valeurs, soit comme ayant droit à des restitutions et indemnités contre les Espagnols.

Ce séquestre apposé chez M. Lecouteulx, fut l'occasion de l'arrestation et des persécutions révolutionnaires qu'ont éprouvées MM. Lecouteulx et les autres cautions de M. Queneau, persécutions dont plusieurs d'entr'eux sont morts victimes.

Des faits ultérieurs se rattachent au séquestre; mais c'est à M. Lecouteulx, partie dans la cause, qu'il appartient d'en rendre compte, parce qu'ils lui sont personnels, sans cesser néanmoins d'être relatifs à l'objet dont il s'agit.

C

Cependant M. Queneau ne peut se dispenser de rappeler lui-même ici quelques-uns de ces faits , parce que leur résultat doit figurer dans la discussion à laquelle on se livrera tout à l'heure.

Un de ces faits, c'est que le Gouvernement français, exerçant les droits de la banque St.-Charles au moyen du séquestre , déterminas ses droits d'après un compte de clerc à maître par lequel ils furent fixés à la somme de 2,922,000 liv. , dont le montant fut reconnu appartenir à la banque représentée par la République, qui l'accepta et le reçut ; sauf les reprises à faire sur cette somme pour les restitutions et indemnités dues à M. Queneau , dont il ne fut point fait déduction dans le compte , mais qui lui furent expressément réservées , ainsi que celles de MM. Lecouteulx de Cadix.

Un autre de ces faits, c'est que la république qui, au lieu d'assignats , s'était fait payer le reliquat du compte en rentes viagères sur les têtes genevoises, provenant du marché Queneau, a perçu ou du moins confondu quatre années d'arrérages qui se sont écoulées pendant la durée du séquestre, à raison de 292,240 l. par année. Et le montant de ces arrérages formant 1,168,960 l. n'a point été remis à M. Lecouteulx, quand (en exécution , tant de la loi générale du 14 nivose an 3 , portant que les valeurs séquestrées sur les étrangers , seraient *remboursées aux personnes qui les avaient déposées*, que d'une loi spéciale pour la banque, du 18 pluviôse an 5), la République effectua la restitution entre les mains de M. Lecouteulx, de la rente qu'elle avait séquestrée sur la Banque , et dont les titres continuèrent de demeurer entre les mains de M. Lecouteulx, son correspondant.

Tel était l'état des choses en France relativement à l'opération dont il s'agit, lorsque M. Queneau, dégagé des fers de la banque Saint-Charles, revint enfin dans sa patrie en 1797.

Le tems qui s'est écoulé depuis cette époque jusques aux procédures, commencées seulement en l'an 12, a été employé en négociations conciliatoires, entre la banque Saint-Charles et MM. Queneau et Lecouteulx ; négociations qui ont eu lieu , soit par correspon-

dance avec la Banque directement , soit par conférence avec son représentant en France , M. Hervas. Mais toutes les tentatives de conciliations sont demeurées sans effet , à cause de certaines conditions inadmissibles , imposées par la Banque , et que n'avaient même pas exigées les conseils éclairés qui la dirigeaient en France dans les négociations (1).

La rupture de ces négociations a bientôt été suivie des poursuites et prétentions judiciaires dont on va maintenant rendre compte.

PROCÉDURES.

Par suite de l'opposition formée en germinal an 4 , à la requête de M. Queneau , et dont il est ci-dessus parlé , M. Queneau saisit le premier le tribunal de commerce , par une demande formée contre M. Lecouteulx , le 4 fructidor an 12 , afin de validité de cette opposition et de délivrance des valeurs restées entre les mains de M. Lecouteulx , du produit du marché de 1790 ; demande motivée à la fois , et sur les droits de propriété résultant de ce marché en faveur de M. Queneau , et sur sa libération envers la banque Saint-Charles , tant au moyen des paiemens qui lui avaient été faits , qu'en raison des événemens dont on a rendu compte , et notamment à raison des actes arbitraires exercés par la banque St.-Charles sur la personne et les biens de M. Queneau.

Sur la dénonciation de cette demande faite à la banque Saint-Charles par M. Lecouteulx , qui l'appela en cause le 5 du même mois , la Banque s'étant présentée au tribunal , M. Queneau prit des

(1) On ne parle point de l'objet des propositions conciliatoires. Sans doute , on y verrait la Banque reconnaissant d'avance au moins l'exagération de ses prétentions actuelles , de même qu'on y verrait aussi les autres parties faire des sacrifices à leur tranquillité. Mais ces concessions respectives , offertes dans le secret du Cabinet , en vue d'une conciliation qui n'a pu s'opérer , ne peuvent être un moyen ni même un préjugé dans la discussion judiciaire ; et les révéler ici , ce serait manquer à la délicatesse sans aucun intérêt.

conclusions contre elle directement, par voie d'intervention, pour faire déclarer commun avec elle le jugement à intervenir sur la demande en validité d'opposition.

La banque Saint Charles crut devoir décliner la juridiction du tribunal de commerce de Paris, en alléguant pour motif de cette prétendue incompétence, d'abord, que c'était en Espagne et devant les tribunaux espagnols que la Banque devait être actionnée; en second lieu, qu'il ne s'agissait point d'une opération de la compétence du tribunal du commerce; et enfin que le tribunal civil du département de la Seine était même déjà saisi de la contestation, par une demande formée à la requête de la banque contre M. Lecouteulx, afin de paiement du montant de son cautionnement : mais le tribunal, éclairé par des observations contraires, dont il est inutile de rendre compte ici, rejeta le déclinatoire de la banque Saint-Charles, et se déclara compétent, par jugement contradictoire du 2 frimaire an 13.

M. Queneau apprit par cette discussion élevée sur la compétence, qu'il existait en effet une demande au tribunal civil, formée depuis peu contre M. Lecouteulx seulement, à la requête de la banque St.-Charles, afin de paiement de quelques millions qu'elle prétendait lui rester dus pour solde du marché de 1790, et afin de validité d'oppositions mobilières formées par elle sur M. Lecouteulx.

Cette demande a depuis été renvoyée au tribunal de commerce, sur le déclinatoire de M. Lecouteulx, par jugement du tribunal civil, qui s'est lui-même déclaré incompétent.

Alors la Banque St.-Charles, exécutant à la fois les deux jugemens rendus sur la compétence, et par le tribunal de commerce, et par le tribunal civil, et reconnaissant bien que le tribunal de commerce de Paris, pouvait et devait seul juger les prétentions respectives de toutes les parties, la banque Saint-Charles y a traduit elle-même M. Le-

couteulx , par citation du 8 nivose an 13 , en demandant contre lui , comme caution de M. Queneau , une condamnation de 5,079,210 liv. pour solde du marché de 1790.

On voit, par la nature et surtout par la quotité de cette énorme demande, que la banque se reporte par son action, tout simplement à l'époque où , après avoir reçu le premier tiers du prix du marché, elle avait le droit d'exiger les deux autres tiers intégralement ; c'est-à-dire , qu'elle fait abstraction des sommes qu'elle a reçues depuis , des valeurs qu'elle a prises ou fait périr sur M. Queneau , des indemnités dont elle doit lui tenir compte , et enfin des faits de libération qui ont eu lieu en France. Il est facile d'avoir pour soi l'apparence d'une créance considérable, lorsqu'on a le soin de taire les déductions dont elle est susceptible. On démontrera dans la discussion , que celle réclamée par la banque Saint-Charles est même entièrement éteinte.

Son attention à dissimuler les objets de déduction et de libération , décèle le motif qu'elle a eu pour ne point assigner M. Queneau en même tems que M. Lecouteulx , lors de cette demande des millions devant le tribunal de commerce : en laissant ainsi de côté M. Queneau , quoiqu'il dût être actionné en première ligne , puisqu'il serait le débiteur principal, tandis que M. Lecouteulx , quoique obligé solidaire , n'est pourtant que sa caution , la Banque a cru pouvoir s'affranchir des faits de libération personnels à M. Queneau, c'est-à-dire, se faire payer par la caution , une créance acquittée ou du moins éteinte avec le principal obligé.

Mais cette ruse se trouve avoir été déjouée par la marche qu'ont prise MM. Lecouteulx et Queneau , marche franche , ouverte , et telle au surplus qu'elle se trouvait naturellement tracée par l'état des choses et par l'ordre ordinaire des procédures.

En conséquence , M. Lecouteulx , assigné comme caution solidaire ,

a dénoncé la demande à M. Queneau , principal obligé, qu'il a fait assigner en déclaration de jugement commun , le 18 pluviose an 15.

Et de son côté, M. Queneau, en se présentant sur cette assignation, à l'audience du lendemain 19 et autres audiences subséquentes, auxquelles la cause a été plaidée, M. Queneau, par des conclusions formelles, est intervenu dans la cause d'entre la banque St.-Charles et M. Lecouteulx, sur la demande en paiement de millions; il a requis la jonction de cette demande à celles qu'il avait précédemment formées lui-même, et dont le tribunal était resté saisi, comme n'ayant les unes et les autres qu'un seul et même objet en résultat; il a déclaré, comme principal obligé, à M. Lecouteulx, sa caution, qu'il était entièrement libéré et déchargé de l'objet du cautionnement, et qu'il s'opposait en conséquence formellement à tous paiemens, poursuites et condamnations qu'on voudrait en faire résulter contre M. Lecouteulx, ainsi qu'à toutes remises à la Banque, d'effets ou valeurs représentatives provenant du marché; enfin, il a déclaré qu'il prenait même, en tant que de besoin, le fait et cause de M. Lecouteulx, sur la demande en condamnation de la Banque, sans néanmoins entendre déroger aux moyens et défenses du chef de ce dernier.

Et après avoir ainsi réglé la procédure, M. Queneau a pris au fond et sur l'ensemble des demandes les conclusions suivantes, qui se divisent en conclusions *principales* et en conclusions *subsidiaries*.

Par ses conclusions *principales*, il a demandé :

1°. La validité de son opposition entre les mains de M. Lecouteulx, et la délivrance des valeurs restées en sa possession, provenant du marché de 1790.

2°. Il a conclu à ce que la banque Saint-Charles fût déclarée non-

recevable ou mal fondée dans sa demande en condamnation de cinq millions contre M. Lecouteulx, caution de M. Queneau, et à ce que l'un et l'autre fussent au contraire déclarés libérés et déchargés de toutes choses envers la Banque, ainsi que les autres cautions.

Sauf, est-il dit sur ces deux chefs de conclusions, sauf à M. Queneau et à ses co-intéressés en participation (MM. Lecouteux et autres) à se faire ultérieurement compte et raison entr'eux, respectivement, soit des valeurs communes, soit des avances, reprises, indemnités et droits quelconques de chacun d'eux, qui leur demeurerait réservés.

Telles ont été les conclusions *principales* de M. Queneau, motivées, et sur son droit de propriété, et sur sa libération absolue envers la banque Saint-Charles.

Par ses conclusions *subsidiaries*, M. Queneau a offert à la justice un moyen d'éclairer sa religion, par une vérification préalable des faits et des pièces d'où résulte en partie la libération : il a demandé, qu'avant faire droit au principal, il fût ordonné que la banque Saint-Charles serait tenue de représenter et déposer au greffe du tribunal, les registres, pièces de décharges, inventaires et autres papiers de M. Queneau, dont elle s'est emparée à Madrid, en mars 1793, et qu'elle a depuis constamment gardés en sa possession.

Après avoir fait connaître les prétentions de la banque Saint-Charles et les conclusions de M. Queneau, on doit aussi rappeler celles de M. Lecouteulx.

M. Lecouteulx, partant de l'opposition formée entre ses mains par M. Queneau, et s'attachant uniquement, quant à présent, à l'interlocutoire proposé par ce dernier, M. Lecouteulx s'est borné à demander lui-même l'adoption de cette mesure préalable, qu'il a regardée comme indispensable.

Mais en même tems il a conclu à ce que, en attendant l'apport et

la vérification des papiers de M. Queneau, il lui fût accordé mainlevée *provisoire des oppositions mobilières* formées sur lui par la banque Saint-Charles, en laissant *subsister les inscriptions hypothécaires* jusqu'au jugement définitif; demande *provisoire* que M. Lecouteulx a motivée sur la nécessité d'adopter l'interlocutoire, qui doit éloigner par conséquent le jugement du fonds; sur la libération apparente de M. Queneau et de la sienne propre qui en est la suite; sur ce que du moins il résulte de l'ensemble des faits, que la Banque n'aurait pas une créance liquide et certaine; enfin, sur ce que, dans tous les cas, il y aurait d'ailleurs toutes les sûretés qu'on peut raisonnablement exiger dans l'espèce par l'effet des inscriptions hypothécaires subsistantes.

Dans le cours des plaidoiries qui ont eu lieu pendant plusieurs audiences, sur les conclusions respectives dont on vient de rendre compte, il s'est élevé un incident assez grave, qui a donné lieu à un autre chef de conclusions de la part de M. Queneau, et dont voici l'objet.

Quand il fut démontré par l'intervention et la première plaidoirie de M. Queneau, que son arrestation, sa détention et la spoliation de sa fortune avaient été l'ouvrage de la Banque; quand cette dernière vit l'indignation s'élever contre elle, et l'intérêt qu'inspirait au contraire une victime aussi pure; la banque ne pouvant détruire l'évidence des faits, imagina des motifs pour tâcher à la fois, et de justifier sa conduite, et d'enlever à M. Queneau l'intérêt qu'il avait inspiré. Or, ces motifs d'atténuation imaginés par la banque, ce fut de supposer et de faire plaider publiquement, que si elle l'avait fait arrêter et retenir prisonnier, c'était comme *banqueroutier frauduleux*.

Cette inculpation ne fut pas une expression inconsidérée, échappée au défenseur de la banque dans la chaleur de la discussion, et dont il se serait en ce cas lui-même rétracté; elle fut au contraire plusieurs fois

fois répétée, comme système de défense opposé à l'exception que M. Queneau faisait résulter de l'arrestation, de la détention de sa personne et de l'envahissement de sa fortune par la banque Saint-Charles.

Ainsi, M. Queneau, tant pour la défense de sa cause en elle-même, que pour la défense de son honneur, a dû non-seulement repousser cette imputation, mais encore en demander satisfaction au tribunal devant lequel on a eu l'indécence de se la permettre. Il a donc conclu incidemment à ce que ces expressions de *banqueroutier frauduleux* fussent supprimées ou improuvées par la justice, comme injurieuses et calomnieuses, et qu'il fût autorisé à faire imprimer et afficher le jugement à intervenir aux frais de la banque Saint-Charles.

Tel est l'ensemble des demandes et conclusions respectives qui vont faire l'objet de la discussion.

DISCUSSION.

Il résulte des procédures dont on vient de rendre compte, que les principaux chefs de conclusions soumis à la décision du tribunal sont au nombre de cinq.

Le premier, a pour objet la demande de M. Queneau en validité d'opposition et délivrance des valeurs provenues du marché de 1790.

Le second, la demande de la banque Saint-Charles, en condamnation des millions qu'elle réclame pour solde de ce marché.

Le troisième, la représentation et la vérification préalables des papiers de M. Queneau, retenus par la Banque.

Le quatrième, la main-levée provisoire des oppositions mobilières que la Banque a formées sur M. Lecouteulx.

D

Et le cinquième, enfin, la réparation de l'injure faite à M. Queneau, dans la discussion, par la banque Saint-Charles.

Les deux premiers chefs de contestation se confondent naturellement ensemble; car la plupart des raisons de décider à cet égard, sont communes à l'un et à l'autre; aussi les réunira-t-on pour en former le premier paragraphe de la discussion.

A l'égard des autres chefs, ils formeront autant de points de discussion séparés, parmi lesquels le quatrième ne figurera néanmoins en quelque sorte que pour ordre, en se référant à cet égard à la discussion de M. Lecouteulx, comme s'agissant d'un chef de demande qui lui est personnel: c'est la main-levée provisoire des oppositions mobilières dont il est grevé.

§. 1^{er}.

On a dit que la demande de M. Queneau, en validité de son opposition et délivrance des valeurs du marché, et la demande en condamnation de la banque Saint-Charles pour le solde prétendu de ce marché, doivent être discutées et jugées par les mêmes raisons; et en effet, l'une et l'autre sont principalement subordonnées à la solution de cette question :

M. Queneau, principal obligé par le marché dont il s'agit, est-il débiteur envers la banque Saint-Charles, des millions qu'elle réclame pour solde de ce marché : ou bien, est-il au contraire entièrement quitte et déchargé de toutes choses à cet égard, comme il le soutient ?

Cette question renferme toute l'affaire sur ce premier point; c'est aussi la seule qu'on discutera sous ce paragraphe, laissant de côté plusieurs difficultés oiseuses élevées par la banque Saint-Charles dans le cours des plaidoiries, et que l'opinion des magistrats a sans doute écar-

tées de la cause à l'instant où elles ont été réfutées devant eux.

M. Queneau est libéré envers la banque Saint-Charles :

1°. « Au moyen des *paiemens volontaires* effectués entre les mains de la Banque ou pour son compte, tant par M. Queneau personnellement, que par ses cautions et autres, à sa décharge.

2°. « Au moyen des *imputations et déductions des valeurs retenues* par la banque Saint Charles et des *dommages et intérêts* par elle encourus, à raison des arrestation et détention, préhension, rétention et autres actes arbitraires que la banque Saint-Charles a exercés *en Espagne* sur la personne de M. Queneau et sur ses biens, sous le *prétexte de la prétendue créance* de la banque et en sa prétendue qualité de créancière de M. Queneau.

3°. « Enfin, au moyen des événemens de force majeure arrivés *en France*, qui ont absorbé, du chef et au préjudice de la banque Saint-Charles, partie de sa prétendue créance et les produits mêmes de l'opération dont il s'agit ; notamment par *l'effet des représailles* dont le gouvernement français a usé envers les sujets du gouvernement d'Espagne, et des opérations qui s'en sont ensuivies. »

Tels sont littéralement les moyens de libération articulés par M. Queneau dans ses conclusions au procès : on va les justifier ici.

Quant au moyen de libération de la première espèce, c'est-à-dire, les *paiemens volontaires*, faits à la Banque, ils sont incontestables, puisque la Banque en a donné des quittances.

Cependant elle élève quelque incertitude, non pas sur ce point général qu'elle a reçu des paiemens à compte, mais sur le nombre et la quotité des paiemens; et elle se prévaut à cet égard de ce que M. Queneau ne lui représente pas les quittances.

Non sans doute, il ne représente pas les quittances. Eh ! comment

pourrait-il les représenter , puisque la Banque s'est emparée de tous ses papiers et les tient encore en sa possession ? C'est elle-même qui doit les rapporter ces quittances , ou du moins représenter les papiers de M. Queneau , parmi lesquels elles existent , au nombre des pièces de décharge. N'est-il pas étrange que la banque ose opposer ce défaut de représentation de quittances , dans la position où elle tient son prétendu débiteur , relativement à ses papiers ! Elle est non-recevable dans cette objection , et par conséquent *non-recevable à se dire créancière de M. Queneau, jusqu'à ce que ses papiers lui aient été restitués par elle* : car il répugne à la raison , autant qu'il est contraire aux principes du droit , qu'on puisse exciper d'un titre apparent , au nom de celui qui est constitué rétentionnaire des titres libératifs qui s'y rattachent.

C'est en vain qu'on a objecté pour la Banque , dans ses plaidoiries , que M. Queneau et ses cautions n'avaient dû ni pu faire d'autres paiemens que ceux alloués par elle.

En fait , c'est une erreur , d'autres paiemens ont réellement eu lieu à Madrid , et pour des sommes considérables.

En droit , on ne peut croire cette assertion de la prétendue créancière , tant qu'elle retiendra les pièces de libération du prétendu débiteur.

Et comment d'ailleurs en croire la Banque sur la quotité des paiemens ? Contraire en fait à cet égard avec M. Queneau et ses cautions , elle n'est pas plus d'accord avec elle-même sur les quotités des sommes par elle reçues. Dans sa discussion à l'audience (et le tribunal ne l'aura sans doute pas oublié) , la Banque a en effet *varié* sur ce point , d'une manière bien remarquable , car ses variantes ne présentaient rien moins que des différences de quelques millions.

Or , dans cette position , où la Banque ne sait pas elle-même de quelle somme elle se portera créancière ; où M. Queneau , prétendu

débiteur principal, soutient être libéré; où les pièces de libération sont évidemment en la possession de la prétendue créancière qui refuse de les représenter; dans une telle position, la conséquence qui doit résulter, en justice, de ce concours de circonstances, c'est nécessairement *la présomption légale de la libération articulée*.

Là doit se borner, dans l'état actuel des choses, la discussion de M. Queneau sur cette première partie de la libération.

La seconde partie, qui résulte des *faits de la Banque envers M. Queneau en Espagne*, exige un plus grand développement.

Il a été rendu compte de ces faits dans l'exposé qui précède la discussion, et ils ne sont pas de nature à faire craindre qu'on les ait oubliés.

Ainsi, l'on se rappelle que M. Queneau, victime comme tant d'autres Français, d'une violation manifeste du droit d'asile, avait été forcé d'obéir à un décret royal, qui repoussait de l'Espagne sa personne, en y retenant sa fortune.

On se rappelle (et c'est ici que commence la responsabilité de la banque Saint-Charles, car elle n'est point recherchée pour raison de l'expulsion et du séquestre, qui furent l'effet d'une mesure générale du gouvernement); on se rappelle qu'en exécutant cet ordre rigoureux, et lorsque M. Queneau s'approchait déjà de sa patrie, où il aurait trouvé des consolations et des dédommagemens, il fut, par le fait, sur la provocation et à la diligence même de la banque Saint-Charles, inopinément arrêté sur la route, dépouillé, jeté dans un cachot, privé pendant quinze jours de toute communication, sans être interrogé, sans être seulement instruit de la cause de son emprisonnement.

On se rappelle qu'il fut ensuite transféré publiquement, chargé de fers, et de prison en prison, à une distance de soixante-dix lieues, dans les prisons de la capitale d'Espagne, lieu de son ancienne rési-

dence ; qu'il y arriva précédé par le soupçon d'un vol de plusieurs millions , dont ses persécuteurs l'accusaient dans l'opinion publique , et que semblait en effet justifier le traitement ignominieux qu'on lui faisait éprouver.

On se rappelle que , sorti de cette nouvelle prison , après un mois de détention , on lui assigna pour prison dernière une ville d'Espagne , dans les murs de laquelle il fut retenu pendant quatre ans , sous la dépendance absolue des auteurs de toutes ces persécutions , les directeurs de la banque Saint-Charles.

On se rappelle que cette Banque s'empara du domicile , de la caisse , du porte-feuille , des papiers et de toute la fortune de son captif ; quelle disposa à son gré des valeurs qui se trouvaient en Espagne , en même tems que par sa faute elle laissa périr des créances considérables en France , où M. Queneau les eût recouvrées , si la banque ne l'eût empêché de s'y rendre ; et où d'ailleurs il eût , avec ces mêmes fonds et par son travail , pu former un établissement semblable à celui dont il venait d'être dépouillé en Espagne.

On se rappelle enfin que cette ressource du travail , ouverte à tous les hommes , et si précieuse dans l'infortune , fut ravie au malheureux Queneau , non-seulement pour la France , où il ne lui était pas permis d'aller , mais pour l'Espagne même , où il était retenu , puisqu'en effet on lui *défendit expressément de faire aucune opération nouvelle* , c'est-à-dire , de faire usage de son industrie , de ses talens , dans la seule profession dont il pût utilement s'occuper , et qu'il avait toujours exercée avec autant d'avantage que d'honneur.

Cet état d'interdiction et de mort civile , où M. Queneau fut enlevé par la main de la banque Saint-Charles ; l'arrestation , la détention de sa personne ; la spoliation de sa fortune ; en un mot , toutes les persécutions et tous les dommages que cette compagnie trop puissante a fait éprouver , pendant quatre ans consécutifs , à son prétendu dé-

biteur ; tous ces événemens , dont la banque Saint-Charles est responsable , puisqu'ils sont de son fait , l'ont nécessairement rendue passible envers M. Queneau de restitutions et indemnités considérables ; et leur montant forme naturellement une imputation ou déduction sur la prétendue créance à raison de laquelle ils ont eu lieu.

On traitera par la suite de la quotité de cet objet de déduction , après que les autres moyens de libération auront été discutés , afin de fixer la quotité de tous dans un même tableau. Il ne s'agit encore ici que du fond du droit de M. Queneau , dans cette seconde partie de sa libération.

Or , le droit de M. Queneau sur ce point ne peut être raisonnablement contesté. Il est fondé sur ces principes d'équité consacrés par les lois , que celui qui s'est emparé du bien d'autrui doit en compter au propriétaire , que celui qui a causé un dommage à quelqu'un doit l'en indemniser.

Aussi , les objections de la banque Saint-Charles ne frappent-elles pas sur ces principes. Ne pouvant les attaquer , parce qu'ils sont trop certains , ne pouvant non plus désavouer les faits , parce qu'ils sont constans , elle cherche à *justifier* et *légaliser* ces faits ; en sorte que , n'ayant , suivant elle , rien fait que de juste et légal , elle n'aurait , dans ce système , encouru aucune responsabilité , quels que fussent les dommages que sa conduite eût pu causer.

C'est donc ici que va figurer l'horrible inculpation annoncée au commencement de ce mémoire , l'inculpation de *banqueroute frauduleuse* , adressée publiquement à M. Queneau. Il ne fallait rien moins en effet qu'un crime aussi grave , un vol de plusieurs millions fait à la banque Saint-Charles , pour motiver et justifier les traitemens ignominieux , on peut dire inouis , par leur durée , qu'elle a fait éprouver pendant quatre ans à ce prétendu *banqueroutier frauduleux*.

Mais comment la Banque a-t-elle osé présenter une telle inculpation contre M. Queneau ? Qu'en Espagne, elle l'ait accusé de vol, de banqueroute, pour excuser dans les premiers momens sa conduite envers lui, dans le public, qu'elle voulait abuser, et qu'elle n'a pas néanmoins trompé long-tems ; on conçoit cette tactique, employée par une partie puissante contre sa victime dans les fers ! Mais qu'en France, où M. Queneau, hors de son pouvoir, se défend librement devant des magistrats indépendans et justes, la banque Saint-Charles vienne répéter cette calomnie atroce, dont le commerce et tout le public de Madrid ont fait justice depuis douze ans ! voilà ce qu'on ne peut véritablement définir.

M. Queneau cherchant à expliquer la conduite de la Banque à cet égard, présume qu'elle a seulement voulu l'injurier et l'offenser, pour se venger de ce qu'il a refusé de se joindre à la Banque, et de lui sacrifier ses moyens de libération, pour la servir dans le projet qu'elle avait formé de poursuivre ses cautions et co-intéressés, dans la vue de les forcer à des sacrifices.

Quoi qu'il en soit des motifs de la Banque dans cette inculpation ; elle est tellement grave, qu'elle mérite toute l'attention de M. Queneau, et sous le rapport de son honneur, et sous le rapport de ses droits pécuniaires, qu'elle tend à atténuer.

Voyons donc comment la banque prétend justifier cette imputation de *banqueroute frauduleuse* ?

Elle prétend la justifier, 1°. Par le fait du décret d'expulsion et de sequestre, qui, suivant elle, a constitué *de droit* M. Queneau en faillite ou banqueroute ; 2°. par la prétendue insolvabilité de ce dernier à cette époque, d'où la Banque infère la preuve d'une faillite *en point de fait* ; 3°. enfin, par une prétendue soustraction de son actif et une prétendue disparition furtive de M. Queneau, d'où la Banque induit la *fraude*.

Pour accuser quelqu'un de *banqueroute FRAUDULEUSE*, il faut d'abord justifier qu'il est en banqueroute simple, c'est-à-dire en faillite :

faillite : car là où il n'y aurait pas faillite , il ne pourrait y avoir banqueroute frauduleuse ; et voilà pourquoi on commence par constituer M. Queneau en faillite , *de droit* par le décret royal, et *de fait* par sa prétendue insolvabilité.

Mais est-ce bien sérieusement que la banque Saint-Charles parle d'une faillite *de droit* ? C'est une chose vraiment nouvelle dans le commerce et dans la législation de l'Europe, qu'une faillite opérée *de droit* dans la maison d'un banquier, par la volonté du prince ! Cela devient encore plus extraordinaire, on peut dire plus absurde, quand le décret du prince a pour objet, non pas une disposition législative, mais une simple mesure politique, tel que celui dont il s'agit. Et l'absurdité se trouve portée au comble, par la généralité de la mesure, car le résultat de ce nouveau système, aurait été de constituer en banqueroute les soixante mille Français expulsés d'Espagne par le même décret.

Non, le commerce, les lois ne reconnaissent point ces prétendues banqueroutes politiques, dont l'effet serait d'imprimer la tache qu'emporte toujours le titre de banqueroutier sur des milliers de négocians probes et solvables, et de joindre ainsi l'infamie à la proscription dont ils sont victimes. L'autorité des gouvernemens a des bornes qu'il leur est impossible de franchir, parce qu'elles sont dans la nature même des choses : celui d'Espagne a pu violer le droit des gens, violer les lois de l'hospitalité, en expulsant un Français établi dans son territoire sur la foi de ces lois sacrées ; il a pu, aggravant encore cette violation, séquestrer et retenir la fortune de celui qu'il banissait ; il a pu, enfin, tout ce que la force peut, paralyser l'établissement de ce Français, l'anéantir, ou le réduire forcément, de l'activité florissante dans laquelle il était, à un état d'inaction et liquidation ; mais il n'a pu constituer en *banqueroute* le propriétaire de l'établissement, sans la participation volontaire de ce négociant, et même en oppo-

E

sition avec sa solvabilité notoire et réelle avant ce coup d'autorité.

M. Queneau, dit la banque Saint-Charles, était au contraire alors dans un état d'insolvabilité; et c'est par cette allégation, comme on l'a ci-dessus observé, qu'elle le constitue en banqueroute *de fait*, persuadée sans doute qu'on n'adopterait pas sa banqueroute *de droit*.

Mais il ne faut pas non plus croire à cette autre banqueroute; si la première est une hérésie en droit, la seconde est une imposture en fait.

L'actif de M. Queneau, lors de son expulsion d'Espagne, excédait de beaucoup son passif; sans avoir une de ces fortunes colossales, qui dans ces derniers tems sont venues scandaliser le commerce, par leur rapidité suspecte, M. Queneau jouissait alors d'une fortune assez considérable, qui était le fruit de vingt-cinq ans de travail et d'économie dans sa maison de banque, l'une des plus importantes de l'Espagne.

Et l'on trouve en quelque sorte l'indication de cette fortune dans l'aveu même de la banque Saint-Charles, qui, dans ses plaidoiries, a déclaré formellement avoir reconnu un actif de deux millions réaux de veillons ou cinq cent mille livres tournois au-delà du passif; mais elle n'y a évidemment pas compris les créances d'un million environ à recouvrer sur la France, puisqu'elle les a laissé périr; et sans doute elle n'a pas d'ailleurs formé ce bilan et recueilli les valeurs avec le soin qu'y aurait apporté M. Queneau lui-même.

Au surplus, la Banque ne chicanera certainement pas sur cette différence de cinq cent mille livres à quinze cent mille livres ou deux millions tournois; car M. Queneau serait insolvable, suivant elle, dans l'un comme dans l'autre cas, parce qu'il lui devait alors, dit la banque, dix-sept millions et plus de réaux veillons, faisant plus de quatre millions tournois (outre ses dettes particulières déduites sur son actif), pour solde du marché de 1790.

Oui, M. Queneau était obligé envers la banque au paiement du solde de ce marché, quel qu'il fût ; mais l'objection de la Banque n'en est pas mieux fondée : car si l'on ajoutait cette dette au passif de M. Queneau, il fallait ajouter à son actif les effets publics et valeurs provenant du marché : valeurs qui, suivant la Banque, présentaient alors un bénéfice excédant de douze cent mille livres le prix de l'achat, outre l'actif résultant des paiemens de plusieurs millions déjà faits sur ce prix ; et alors, bien loin d'établir sa prétendue insolvabilité par cette adjonction, on aurait augmenté son avoir et justifié d'autant plus sa solvabilité ; [solvabilité d'ailleurs bien réelle et bien constante, lors même qu'on ne s'arrêterait provisoirement qu'au résultat actif de deux millions de réaux ou cinq cent mille livres tournois, avoué par la banque Saint-Charles.

Il est donc à présent démontré qu'il n'y avait de faillite ou banqueroute, pas plus *en fait qu'en droit*.

Or, s'il ne peut y avoir banqueroute *frauduleuse* là où il n'y a pas même faillite ou banqueroute simple, que devient l'imputation de banqueroute frauduleuse hasardée contre M. Queneau ?

D'après cela, il ne peut plus y avoir de sa part, ni soustraction coupable de son actif, ni disparition furtive de sa personne.

Au surplus, que veut donc dire la Banque en parlant des soustractions qu'elle impute à M. Queneau ?

Entendrait-elle renouveler ce bruit perfide qu'elle fit circuler à Madrid, d'un enlèvement de plusieurs millions que M. Queneau lui aurait emportés lors de son départ pour France ? mais elle sait bien que ce n'était là qu'une fable atroce, imaginée par elle pour couvrir une autre atrocité ! et M. Queneau n'a pas besoin de se justifier sur ce point, qui fut pourtant le seul sur lequel il fut alors accusé par la Banque.

Voudrait-elle aujourd'hui donner le change et présenter comme soustraction caractéristique d'une banqueroute frauduleuse, l'existence de quelques traites en la possession personnelle de M. Queneau, après l'apposition du sequestre fiscal sur sa caisse et son domicile? C'est en effet là ce que la Banque a voulu faire entendre dans ses plaidoiries. Mais l'indignation avec laquelle le public sembla recevoir cette explication d'une imputation grave, dont il attendait impatiemment la preuve, annonce que M. Queneau pourrait volontiers se dispenser de répondre ici à une pareille explication. Il y répondra cependant, non dans la crainte qu'elle n'atténue ses droits, mais pour ne laisser aucun nuage sur ce qui peut toucher son honneur.

D'abord, M. Queneau le dit franchement, s'il avait eu toute sa fortune à sa disposition et hors de la portée du fisc qui venait l'en dépouiller par le droit du plus fort, M. Queneau pense qu'il aurait pu l'emporter toute entière, sans blesser la délicatesse et sans s'exposer à aucune réclamation de qui que ce fût, à l'exception du fisc seul. Ce n'aurait pas été là soustraire son actif à ses créanciers, puisqu'il ne s'agissait point d'un scellé conservatoire apposé de leur chef dans un cas de faillite, c'aurait été le garantir d'une préhension illégale ou du moins purement politique, et toujours désastreuse pour le propriétaire comme pour ses créanciers.

L'intérêt de ceux-ci étoit en effet conforme à l'intérêt de leur débiteur : car M. Queneau, transportant en France sa fortune et son établissement, offrait bien plus de sûreté pour les créanciers de sa maison, que M. Queneau dépouillé de ses biens par le gouvernement espagnol, et paralysé dans son établissement et dans son industrie commerciale.

Et cet intérêt commun de M. Queneau et de ses créanciers, étoit justifié quant à Queneau vis-à-vis de ses créanciers, par le droit

incontestable qu'a tout individu de transporter le siège de sa fortune où bon lui semble.

C'est d'après ces bases, tirées du droit et de l'intérêt des parties, qu'il faut juger du caractère de la possession des traites restées entre les mains de M. Lecouteulx, lors de son expulsion; c'est d'après cela qu'il faut juger du reproche que semble lui faire la Banque St. Charles, de n'avoir pas rapporté au fisc spoliateur ce faible débris de sa propre fortune, pour l'ajouter à la masse de la spoliation (1).

Il reste encore à parler de la prétendue *disparition furtive* de M. Queneau, que la Banque présente comme le dernier signe de la banqueroute frauduleuse.

M. Queneau n'était pas disparu furtivement; mais il était effectivement parti, faisant route pour la France, lorsqu'il fut arrêté, dépouillé, incarcéré, enchaîné, transféré et constitué captif de la Banque.

Mais, outre que son départ n'eut rien de furtif, puisqu'il eut lieu publiquement, en plein jour, et sur un passe-port indiquant d'avance le jour du départ et la route, suivie effectivement à petites journées et sans précipitation, puisque M. Queneau avait même séjourné de son plein gré dans la ville où il fut arrêté.

Mais outre que M. Queneau, libre, en point de droit, de disposer alors de sa fortune, comme on vient de le démontrer, avait à plus forte raison le droit de disposer de sa personne et d'aller dans sa patrie, c'est que son départ, dans la circonstance, était motivé, ordonné par le décret d'expulsion, auquel il était obligé d'obéir; il

(1) Voy. la note, pages 5 et 6. Elle explique les circonstances accidentelles qui mirent ces traites entre les mains de M. Queneau, et indique le montant de ces traites, bien modique en comparaison de la fortune séquestrée en Espagne sur M. Queneau.

n'était même parti qu'au dernier moment, c'est-à-dire, à l'expiration du délai.

Il est vrai que la banque St. Charles, qui n'avait pas voulu faire excepter M. Queneau de la mesure d'expulsion, comme elle aurait pu le faire, avait sollicité et obtenu depuis un acte du gouvernement, pour que M. Queneau restât à Madrid; et elle lui fait aujourd'hui un reproche d'être parti dans cette circonstance: il a trompé, dit-on, la bienveillance de la Banque; et son départ fut une fuite, une ingratitude.

En supposant la réalité du prétendu bienfait de la Banque, il faudrait, pour justifier ce double reproche, que le bienfait eût été connu de M. Queneau lors de son départ.

Or, d'un côté, les députés que la Banque lui envoya le jour de la notification de l'ordre d'expulsion, ne lui firent, comme on l'a dit dans l'exposé du fait, que de simples complimens de condoléance, sans lui annoncer aucun projet ni sollicitation de la banque, pour le faire rester à Madrid.

D'un autre côté, l'ordre du gouvernement pour maintenir à Madrid M. Queneau, n'a été obtenu que *le 8 mars*, et M. Queneau était parti *dès le 6*, deux jours par conséquent avant que cet ordre existât.

Au surplus, quelles étaient donc, et cette prétendue bienveillance de la Banque, et cette prétendue faveur accordée par le gouvernement, à sa sollicitation? La Banque voulait-elle faire réintégrer M. Queneau dans son établissement, et lui faire restituer sa fortune? Était-ce là ce qu'elle avait obtenu par l'acte du gouvernement? Oh! s'il en était ainsi, M. Queneau était, non pas ingrat et coupable, puisqu'il ignorait tout, mais du moins bien malheureux, d'avoir été

forcé de partir. Mais non, les projets, les sollicitations de la Banque n'avaient pour objet que son propre intérêt, et toute la faveur de l'acte du gouvernement était pour elle seule; en un mot, on ne saurait trop le répéter, la Banque, en même-tems qu'elle s'emparait des biens de M. Queneau, en Espagne, voulait encore retenir sa personne en ôtage, dans l'inaction et la dépendance d'un captif, afin d'atteindre, par la nécessité de le racheter, les biens de ses co obligés en France, malgré les mesures de représailles qu'elle appréhendait. Voilà ce qu'elle a voulu, voilà ce qu'elle a fait. Et si M. Queneau se fût enfui, comme elle le suppose, sa démarche eût été celle d'une victime fuyant ses oppresseurs.

Ah! que ne fût-il instruit des sollicitations de la Banque! Il aurait peut-être pénétré ses funestes desseins, quoique la défiance soit rarement entrée dans le cœur de cet homme estimable et simple: alors il se serait effectivement enfui, sans attendre le dernier jour du délai, sans séjourner dans sa route, et il eût été bientôt hors du territoire soumis à l'influence de ses oppresseurs. Il ne disconviendrait pas aujourd'hui de cette fuite prudente et légitime; ou, pour mieux dire, il n'aurait pas à s'en défendre, car l'arrivée en France de M. Queneau à cette première époque, aurait sauvé les intérêts de toutes les parties, comme sa détention en Espagne a tout perdu, et cette malheureuse affaire n'occuperait point aujourd'hui les tribunaux français.

Il reste donc démontré qu'on ne peut imputer à M. Queneau, ni disparition clandestine, ni soustraction coupable. Ainsi l'on ne peut justifier l'arrestation de sa personne, son incarcération et sa captivité de quatre ans, par la prétendue *banqueroute frauduleuse*, dont la Banque ose aujourd'hui l'accuser.

Mais si la conduite de M. Queneau eût fourni quelque prétexte à cette inculpation, elle lui eût été faite sérieusement en Espagne. Eh bien! l'on défie la banque Saint-Charles de rapporter seulement une

pièce qui constate l'inculpation. Certes! elle eût été assez grave pour mériter une instruction, un jugement; et l'accusé ne fût sorti de prisons que pour aller subir la peine du coupable, ou qu'avec la proclamation solennelle de son innocence. Cependant rien de tout cela n'est arrivé! Et la Banque ose à présent accuser M. Queneau de *banqueroute frauduleuse*! Et la Banque aurait pu croire qu'elle justifierait par cette inculpation les actes arbitraires qu'elle s'est permis envers lui!

Non, la banque ne l'a jamais cru; et si dans le principe elle a pu se faire illusion à cet égard, elle a cessé d'y croire, après avoir entendu la réponse de M. Queneau dans l'une des plaidoiries: aussi, dans sa réplique, a-t-elle cru devoir employer une nouvelle objection. C'est un second moyen par lequel elle prétend motiver et justifier sa conduite. On va le faire connaître et le discuter.

Ce nouveau moyen est tiré du droit des gens, si l'on en croit la banque Saint-Charles. Quand deux nations sont en guerre, chacune d'elles a le droit de confisquer la personne et les biens des sujets de l'autre établis sur son territoire, et auxquels elle a précédemment accordé l'asile. Or, l'Espagne était en guerre avec la France, M. Queneau était Français et domicilié en Espagne; donc, après avoir séquestré ses biens, on a dû séquestrer et retenir sa personne. Tel a été en substance le langage de la banque Saint-Charles dans sa dernière plaidoirie. C'est là ce qu'elle appelle le droit des gens.

Le droit des gens ne résulte pas de lois positives sur lesquelles on puisse établir une argumentation précise; mais il repose en général sur des idées d'humanité et sur des principes de générosité consacrés parmi les nations civilisées. Qu'on rapproche ces idées et ces principes du système de la banque St. Charles, et qu'on juge si dans ce système inhumain et barbare, on peut reconnaître le droit des gens admis en Europe!

Mais

Mais qu'importe au surplus cette question politique : le Gouvernement espagnol n'avait point pensé à cet égard comme la compagnie financière de Madrid ; il avait bien , par la mesure générale appliquée aux Français , séquestré les biens de M. Queneau , mais non pas confisqué sa personne ; il l'avait au contraire expulsé comme tous ses compatriotes. M. Queneau dut donc , sous les rapports politiques , rester libre , en se soumettant à la mesure d'expulsion , à laquelle il se soumit en effet.

Aussi , ne fût-ce point le Gouvernement espagnol qui le fit arrêter de son propre mouvement et par des vues politiques , mais bien à la réquisition formelle de la banque Saint-Charles , et uniquement dans l'intérêt de cette dernière , comme prétendue créancière de M. Queneau. C'est donc par le droit particulier de la Banque , qu'il faut juger du mérite de l'arrestation et de la détention.

Ici la Banque excipe encore de la qualité d'étranger de M. Queneau , et du droit qu'a tout créancier , dit-elle , de contraindre par corps son débiteur étranger , quand il s'enfuit de son domicile.

D'abord , cette objection pècherait par le fait , puisqu'il est démontré que M. Queneau ne fuyait pas , mais qu'au contraire l'autorité l'expulsait , tandis qu'il aurait voulu demeurer.

Dira-t-on que cette circonstance était indifférente , et qu'il suffisait du départ , quelqu'en fût le motif , pour autoriser l'arrestation ? Mais une telle objection serait une dérision , car il en résulterait que malgré la mesure politique , dont l'objet était d'expulser tous les Français d'Espagne , les créanciers vrais ou simulés de ces Français , auraient pu les y retenir.

Un étranger détenu pour dette , antérieurement à une expulsion politique des étrangers , devrait sans doute continuer d'être détenu

F

malgré l'expulsion ; mais qu'un de ses créanciers veuille le faire emprisonner après l'expulsion prononcée , et *uniquement parce qu'il obéit à l'ordre d'expulsion* , c'est un système extravagant.

Au surplus , quels auraient donc été , dans cette circonstance , les motifs et les droits particuliers de la banque à l'égard de M. Queneau ?

Les motifs de la Banque pour arrêter et retenir M. Queneau ? Etait-ce le prétendu vol des millions qu'il lui emportait , ou bien sa prétendue banqueroute frauduleuse ? Mais on sait maintenant à quoi s'en tenir sur ces inculpations. Cependant , la Banque n'a jamais allégué d'autres motifs ; et en avoir supposé de cette nature , c'est avouer qu'elle ne pouvait en avoir de réels et légitimes.

Ses droits pour faire arrêter et retenir M. Queneau ? Elle n'en avait pas plus que de motifs.

D'un côté , sa prétendue créance n'était point exigible , puisque la dernière transaction du mois de janvier 1793 avait accordé , moyennant sacrifices et suretés *effectués* , un nouveau délai de deux ans et demi , précisément dans la vue des événemens qui arrivaient , et dont pourtant la Banque semblait exciper pour enfreindre la transaction ; transaction obligatoire , quoique soumise à la ratification ultérieure des co-obligés de France , parce que cette ratification est résultée de ce qui s'est passé depuis , et parce que la Banque a conservé les avantages et les suretés que lui donnait cet acte.

D'un autre côté , la Banque , qui s'appuie aujourd'hui de ses prétendus droits de créancière , en fait une application fausse , et qui ne pourrait avoir aucun effet dans l'espèce , lors même que sa créance aurait été exigible. En effet , il ne s'agit point d'une contrainte par corps exercée judiciairement en vertu de titres de créances , sur un débiteur en retard de payer , mais d'une mesure arbitraire imaginée par la banque Saint-Charles , pour arrêter , in-

carcéral et retenir en captivité M. Queneau pendant quatre ans, et pour s'emparer de sa fortune, dont elle est encore en possession. Tel est le caractère de la conduite de la banque Saint-Charles envers M. Queneau. Il ne faut pas confondre la persécution et la spoliation, avec l'idée d'une exécution régulière de contrainte par corps en matière de commerce; c'est par leur nature même qu'on doit juger les actes de la Banque, et surtout par les motifs qu'elle leur a supposés elle-même, on veut dire l'inculpation de vol et de banqueroute frauduleuse : or, comme il est démontré que ces inculpations étaient des calomnies, il est évident que rien ne peut justifier au fond les actes de la Banque.

Mais ce qu'elle ne peut justifier au fond, elle prétend le légaliser par la forme, ou du moins par l'autorité du Gouvernement qui a ordonné, et par le caractère public des officiers et agens qui ont opéré.

Sans doute, il doit y avoir eu des ordres émanés de l'autorité pour arrêter M. Queneau, comme pour le retenir à Madrid pendant quatre ans; sans doute, ces ordres ont été exécutés par les préposés de l'autorité; la banque Saint-Charles n'est point en Espagne un pouvoir public ordonnant ou instrumentant, ni une force armée exécutant et emprisonnant; en un mot, ce n'est point la banque en effet qui a pu donner l'ordre d'arrestation, et ce n'est point un détachement de cette compagnie de financiers qui l'a exécuté; mais c'est elle qui l'a provoqué et obtenu; c'est elle qui l'a envoyé par un de ses agens, à la suite de M. Queneau; c'est elle qui l'a fait exécuter, elle n'en disconvient point, puisqu'elle cherche au contraire à établir qu'elle avait eu le droit de le faire. Or, toute personne ou compagnie qui, de son chef et dans la vue de son intérêt privé, provoque et opère l'arrestation et la détention d'un individu, se rend nécessairement responsable des dommages qui peuvent en résulter, s'il est reconnu, comme

on l'a démontré dans l'espèce, qu'elle l'a fait sans droit ni motif légitime.

Ce qu'on vient de dire, ne s'applique qu'à l'arrestation et à la détention de la personne ; il reste à réfuter l'objection sous le rapport de l'envahissement des biens.

La Banque prétend à cet égard, qu'elle n'a rien fait que par l'autorité et par le ministère de la justice.

Eh ! qu'importe ! il ne s'agit point ici de la validité des actes sous le rapport de leur forme matérielle, ni sous le rapport du droit des fonctionnaires et agens dont ils sont émanés, mais bien du défaut de droit et de moyens légitimes dans la partie qui les a provoqués et fait exécuter. Ce ne sont point ni les dépositaires, ni les agens du pouvoir judiciaire, qui sont responsables de leurs erreurs, ce sont ceux qui les leur font commettre.

Ainsi, vainement la Banque justifierait-elle en point de fait (et l'on soutient formellement qu'elle ne l'a point justifié), que les actes relatifs à la préhension qu'elle a exercée sur les biens de M. Queneau, l'ont été sous la surveillance ou par la voie des officiers de justice, il ne pourrait rien en résulter à sa décharge ; seulement, il faut en convenir, sa responsabilité pourrait alors avoir des bornes positives relativement à la quotité des biens, parce qu'elle l'aurait fait constater authentiquement.

Après avoir ainsi détruit dans sa base, l'objection de la Banque, relativement à la préhension des biens, est-il besoin de réfuter les conséquences qu'elle en fait résulter en sa faveur ? Cependant, il en est une dont il faut parler, parce que la Banque semble en faire une objection principale.

De la prétendue intervention des officiers de justice, la Banque a cru pouvoir tirer l'induction que c'était comme dépositaire judiciaire

et public, et non en qualité de créancière et pour raison de son intérêt particulier, qu'elle se trouvait en possession de la fortune de M. Queneau; elle pousse même la conséquence jusqu'au point de s'assimiler, à cet égard, en France, aux anciens Receveurs des consignations, au Trésor Public, à la Caisse d'amortissement; et cela, pour arriver à dire qu'un débiteur, poursuivi en France pour une dette particulière envers l'un de ces établissemens, ne pourrait pas lui opposer, comme libération, les valeurs que cet établissement aurait dans sa caisse à titre de dépôt, parce que ce dépôt appartiendrait, non pas à l'établissement, ni même au débiteur, mais bien à la masse des créanciers de ce dernier. La Banque s'applique le même raisonnement.

Mais ce n'est là qu'une argumentation spécieuse, à laquelle il est facile de répondre.

D'abord, il serait faux dans le système de la Banque (qui prétend avoir un privilège exclusif sur les biens de ses débiteurs), qu'elle tint dans sa caisse les valeurs de M. Queneau, pour la masse de ses créanciers, et non pour elle exclusivement : car, suivant elle, tous les autres créanciers seraient nécessairement exclus, la somme de ces valeurs étant bien inférieure aux nombreux millions dont elle se prétend créancière. Ainsi, de quelque manière que ces valeurs fussent arrivées dans sa caisse, elles y seraient nécessairement restées pour elle, à la décharge de M. Queneau, et à son compte du *prix des effets publics*, comme l'indiquent plusieurs pièces du procès.

Ensuite, il n'est pas vrai que la banque St. Charles soit en Espagne une caisse ordinaire de dépôts publics et judiciaires; elle est à Madrid ce qu'est à Paris la banque de France : on fait dans celle-ci des dépôts de confiance, sans doute, mais les dépôts judiciaires lui sont étrangers, comme ils l'ont toujours été à la banque St. Charles.

Prétendrait-on qu'elle fut spécialement et par extraordinaire,

constituée séquestre des biens des Français expulsés d'Espagne par la mesure qui frappa M. Queneau ? Alors il faudrait qu'elle eût justifié de cette attribution générale (1). Mais elle n'exista jamais ; et si la banque St. Charles s'est mise en possession de la fortune de quelques autres Français expulsés , ça été , comme à l'égard de M. Queneau , de simples actes de préhension , qu'elle se sera permis à raison de créances réelles ou prétendues.

Enfin , rien ne prouve , en point de fait , que la Banque se soit fait nommer *expressément* dépositaire , par la justice , des biens de M. Queneau. Et ce n'est point par des inductions vagues , qu'on peut se créer le titre de dépositaire judiciaire , quand toutes les circonstances n'indiquent qu'une spoliation , une rétention arbitraire , ou du moins un paiement forcé , que la Banque a voulu se faire par ses propres mains , et de son autorité privée.

Résumons - nous sur la discussion des objections faites par la Banque , pour justifier les actes qu'elle s'est permis envers la personne et sur les biens de M. Queneau ; et disons , avec toute la confiance qu'autorise une démonstration évidente , que ces actes , répréhensibles en eux-mêmes , ne peuvent être considérés comme justifiés et *légalisés* , ni par les prétendus motifs et les prétendus droits allégués par la Banque , ni par le concours de l'autorité qui les aurait ordonnés sur sa provocation , ni par le caractère public des officiers qu'elle aurait employés.

Donc , rien ne peut soustraire la banque St. Charles à l'application du principe ci-dessus invoqué par M. Queneau , que celui qui s'est emparé du bien d'autrui , doit en compter au propriétaire ; que celui qui a causé un dommage , doit le réparer.

(1) Il est notoire que les valeurs des Français expulsés ont , au contraire , en général , été consignées à la trésorerie royale.

Donc, les restitutions et les indemnités dont la Banque s'est rendue passible envers M. Queneau, ont opéré sa libération proportionnelle envers cette Banque.

La discussion, arrivée à cette conséquence, semblerait devoir se borner là. Mais la Banque, en admettant ce point démontré (qu'elle n'admet, comme on le présume bien, que par forme de supposition), la Banque présente une objection d'une autre nature, qu'il faut maintenant discuter ; et il le faut nécessairement, car elle est telle, que tout ce qu'on a dit pour établir la responsabilité de la Banque, serait inutile pour la libération de M. Queneau dans la contestation dont il s'agit, si cette dernière objection de la Banque était admissible.

Elle prétend donc, la banque St. Charles, que, malgré la responsabilité par elle encourue envers M. Queneau, malgré les restitutions et indemnités dont elle doit lui tenir compte, elle prétend que rien de cela ne peut lui être opposé comme objet d'imputation ou déduction sur sa prétendue créance, attendu que ces objets ne sont point *liquides*, et qu'on ne peut conséquemment les lui opposer en compensation.

Ainsi la Banque aurait (pour ne parler que de ce qui est avoué par elle), la Banque aurait, de son aveu, encaissé 500,000 liv., ou 2,000,000 de réaux de veillons, en valeurs appartenantes à M. Queneau ; elle aurait porté cette somme à *son compte du prix des effets publics* : et M. Queneau pourtant n'aurait pas le droit d'en demander la déduction en justice, quand la Banque l'actionne dans la personne de sa caution, pour le paiement du solde de ce prix ! Oh ! c'est par trop loin porter la subtilité du droit sur la compensation.

Les prétentions de M. Queneau ne sont pas liquides ! mais celles de la banque Saint-Charles le sont-elles davantage ? Il ne s'agit pas uni-

quement des titres originaux , qui ne sont plus que des titres paralysés, modifiés, détruits, ou du moins ne subsistant plus en quelque sorte que comme de simples points de départ, il s'agit d'un compte à faire, à débattre, à régler judiciairement : la Banque elle-même en est convenue dans la discussion de l'affaire ; car lors de sa dernière plaidoirie, elle a présenté et mis sur le bureau le compte à discuter, qu'elle a dressé et fourni elle-même, mais qui n'a point encore été vérifié ni débattu. Or, dans la discussion, dans le débat de ce compte, doivent nécessairement entrer au crédit de M. Queneau, les valeurs que la Banque a recouvrées de son chef et les indemnités accessoires.

Au surplus, il ne faut pas prendre le change que voudrait donner la Banque : on ne doit pas confondre les principes sur la compensation avec ceux qui règlent les simples *déductions*.

Une question de pure compensation suppose deux créances respectives absolument étrangères l'une à l'autre, et hors de tout compte existant ou à faire entre les parties. C'est dans ce cas, celui d'une compensation proprement dite, que les principes exigent que les créances soient également exigibles et liquides ; encore considère-t-on alors une créance comme liquide, quand elle est susceptible de l'être prochainement par le règlement d'un compte ou autre moyen de cette nature.

Mais dans l'espèce actuelle, il s'agit d'une simple déduction de valeurs touchées par le prétendu créancier, à raison de sa prétendue créance. Or, que le montant d'une telle déduction soit liquide ou ne le soit pas, elle n'en doit pas moins avoir lieu, sauf la liquidation ultérieure.

Un débiteur, pour se libérer volontairement, abandonne ses biens à un créancier, ou ce créancier, pour se faire payer forcément (l'exemple est dans l'espèce même), s'empare des biens de son débiteur, en sa qualité de créancier et à raison de sa créance ; dans l'un
et

et l'autre de ces cas, le créancier doit incontestablement compter du montant des biens de son débiteur et le déduire sur le montant de sa créance, avant de pouvoir se dire encore créancier de telle ou telle autre somme. Et si la somme de la déduction n'est pas encore liquide, le solde de la créance ne l'est pas davantage : car la nécessité du compte à faire préalablement, s'applique à la créance comme à la déduction, puisque l'un et l'autre forment les élémens indivisibles du compte ; ils doivent s'y balancer pour former un résultat, qui jusques-là n'existe ni pour l'une ni pour l'autre des parties.

Et que la banque Saint-Charles, pour se soustraire en partie aux déductions dont il s'agit, ne cherche pas à établir une distinction entre les valeurs qu'elle a réellement encaissées et les dommages résultant, soit des valeurs qu'elle a fait périr, soit des autres préjudices qu'elle a causés à M. Queneau. Les uns sont les accessoires des autres : ils en sont inséparables ; tous procèdent de la même source, tous ont eu lieu par le fait de la Banque, en sa prétendue qualité de créancière de M. Queneau, et dans l'intérêt de sa prétendue créance ; ainsi tous forment également des objets de déduction imputés ou imputables sur cette créance. Il en est comme le créancier qui, dans des cas plus ordinaires, aurait illégalement ou sans droit actuel, exproprié son débiteur d'un établissement dont le créancier aurait touché le prix. Eh bien ! ce créancier, quand le jour de la justice arriverait, serait obligé de déduire sur sa créance, non-seulement le prix de la vente qu'il aurait perçu, mais encore le montant des dommages qu'il aurait induement causés à son débiteur, accessoirement à cette vente illégale. Et ce serait là une simple déduction, comme le prix de la vente même, parce que l'accessoire participe de la nature et suit le sort du principal.

Il reste encore une objection à réfuter, pour terminer enfin la discussion de cette partie de la libération de M. Queneau.

Cette objection, imprévue sans doute, d'après la discussion sur le

G

fond (qu'on a présentée ci-dessus dans le même ordre que celui des plaidoiries), cette objection est contre le pouvoir et la *compétence* du tribunal devant lequel la banque Saint-Charles a si longuement discuté le fond, tout en annonçant une cause simple et sans difficulté.

Et pourquoi le tribunal de commerce de Paris est-il incompétent et sans pouvoir? C'est parce que les déductions proposées par M. Queneau, sont une demande principale, et que toute demande principale doit être formée devant les juges du domicile des défendeurs : or, comme la banque Saint-Charles est défenderesse en cette partie, c'est devant les tribunaux d'Espagne que M. Queneau doit se pourvoir, à raison de ces déductions ; et en attendant qu'il ait obtenu ces déductions des juges espagnols, les juges français doivent le condamner dans la personne de sa caution, M. Lecouteulx, à payer dès à présent, sans déduction, le montant d'une créance, qui peut-être se trouve acquittée!

Il est des systèmes dont l'analyse peut suffire pour leur réfutation. Cependant ajoutons à cela quelques observations succinctes.

D'abord, en supposant qu'il s'agit d'une demande principale, il ne serait pas certain qu'elle ne pût pas être formée devant un tribunal de France. Le code civil qui règle le droit public en cette partie, autorise la citation de l'étranger, même non résident en France, devant les tribunaux français, pour les obligations dont il peut être tenu envers un Français, lors même qu'elles ont été contractées en pays étranger (Code civil, art. 14).

Et cette disposition du droit, s'il faut pour son application qu'elle soit déterminée par quelques circonstances particulières, serait sans doute applicable à l'espèce : car, indépendamment de la qualité de M. Queneau, qui est né Français et renvoyé en France par le Gouvernement espagnol, il y a la circonstance qu'un tribunal français se trouvait déjà saisi par toutes les parties, et que les réclamations de

M. Queneau auraient pu être considérées au moins comme une de ces demandes connues en droit sous le titre d'actions reconventionnelles, susceptibles, comme on sait, d'être jugées par le tribunal saisi de la demande principale.

Mais en fait, il ne s'agit, ni d'action principale, ni de demande en reconvention. Les prétentions de M. Queneau sont une simple exception relativement à la demande de la Banque. Cette dernière se prétend créancière de millions des co-obligés ou cautions de M. Queneau, c'est-à-dire, de lui-même, et celui-ci prétend être libéré par les déductions qu'il articule; c'est là son exception. Or, les juges de la demande sont nécessairement aussi les juges de l'exception; donc le tribunal de commerce de Paris est compétent pour les accueillir et les régler.

Il est indifférent que ces déductions proviennent du chef de M. Queneau, ou de celui de M. Leconteulx : obligés solidairement à la même dette dans le principe, les paiemens, les déductions et la libération de l'un profitent à l'autre; toute exception à cet égard leur est commune; et M. Queneau ne serait point en cause, que M. Leconteulx n'en aurait pas moins le droit d'opposer les exceptions de libération que M. Queneau, partie au procès, a présentées lui-même.

Enfin, la compétence du tribunal, incontestable sous tant de rapports, est d'ailleurs un point déjà consacré par le tribunal même, dans son jugement contradictoire du 2 frimaire an 13, jugement intervenu sur les premières demandes de M. Queneau, dont l'objet au fond était le même que celui des déductions dont il s'agit en ce moment.

Aussi, la banque Saint-Charles elle-même n'attend aucun effet de ses observations sur la compétence : car elle n'a pris aucunes conclusions à cet égard, *elle n'a point proposé de declinatoire positif*, et ce n'a même été qu'après avoir plaidé sur le fond, et avoir par con-

séquent reconnu de nouveau le pouvoir de la juridiction, qu'elle a hasardé quelques observations sur la compétence, comme pour signaler en quelque sorte son attachement aux tribunaux de sa nation, et donner un témoignage de prédilection à ses compatriotes.

Les objections diverses et multipliées qu'on vient de réfuter, ont donné forcément une grande étendue à la discussion de la seconde partie de la libération de M. Queneau. Nous arrivons enfin à la troisième, qui forme la dernière.

Cette troisième partie de la libération de M. Queneau, résulte principalement, comme on le sait, des événemens de force majeure arrivés en France; c'est-à-dire, *du sequestre de représailles apposé par le Gouvernement français*, du chef et au préjudice de la banque Saint-Charles.

M. Queneau n'entrera dans aucun développement à cet égard; cette partie de la libération, quoique commune à tous les co-obligés, forme l'exception particulière de M. Lecouteulx, et elle se trouvera sans doute établie dans son mémoire, comme elle le fut dans sa plaidoirie.

Cependant M. Queneau doit rappeler ici les résultats de quelques faits administrés par M. Lecouteulx, et recueillis par M. Queneau dans son exposé des faits.

Le principal des faits particuliers à M. Lecouteulx, c'est la liquidation et la libération qu'il fut forcé d'opérer après l'apposition du séquestre, envers le Gouvernement français, exerçant les droits de la banque Saint-Charles. Le résultat fut la fixation d'une créance de 2.922,000 liv. acceptée pour cette dernière, par le Gouvernement, qui reçut le montant de cette somme en une inscription de rente viagère genevoise, faite à son nom sur le registre de la dette publique. Au moyen de quoi, M. Lecouteulx, et par conséquent M. Queneau

et tous les autres co-obligés à la dette commune, s'en sont dès-lors trouvés entièrement libérés envers la banque Saint-Charles.

Le second fait, dont le résultat doit figurer ici, c'est que ces rentes ainsi acceptées et reçues en paiement du solde reconnu en faveur de la banque Saint-Charles, ont été depuis restituées à la banque, dans les mains de M. Lecouteulx, parce que la loi du 14 ventose an 3 avait ordonné que les valeurs séquestrées sur les étrangers seraient remboursées *aux personnes qui les avaient déposées*; d'où il suit que M. Lecouteulx s'est trouvé par-là tenu envers la banque Saint-Charles, non pas de l'ancienne dette, qu'il avait précédemment éteinte en remettant les rentes à titre de paiement à la Nation représentant la banque Saint-Charles, mais seulement comptable envers elle de ces mêmes rentes, devenues pour elle la représentation unique de son ancienne créance.

Le troisième fait, qui concourt à la libération, et à l'extinction de cette ancienne créance, comme venant corroborer la conséquence du fait précédent, c'est la confusion faite par la république française, sans restitution, des arrérages de ces rentes pendant quatre ans, formant un objet de 1,168,960 livres tournois : confusion qui caractérise la propriété momentanée que la nation avait eue de ces rentes, comme représentant la banque Saint-Charles; et qui prouve d'autant plus qu'elles étaient restituées entre les mains de M. Lecouteulx, non comme formant sa propriété personnelle, mais comme étant celle d'étrangers séquestrés, auxquels on ne restituait pas les revenus.

Il est un quatrième résultat des faits particuliers à M. Lecouteulx, qui rentre dans la libération, c'est la reprise à faire par lui vis-à-vis de la banque Saint-Charles, relativement à une opération de deux millions faite par M. Lecouteulx avec la caisse d'escompte pour le gouvernement espagnol, et au débit de la Banque. Cet objet, relatif

à l'événement du 21 janvier 1793, n'était pas de nature à être porté en déduction vis-à-vis du gouvernement qui liquidait pour la banque Saint-Charles; réservé tout entier, il devra nécessairement prendre place parmi les déductions à faire sur les valeurs dont M. Lecouteulx est resté comptable.

C'est ici que M. Queneau termine sa discussion sur les trois parties de sa libération.

Il ne lui resterait plus qu'à présenter le tableau des sommes qui la composent, afin de fixer sous un seul coup-d'œil, la situation des parties.

Et c'est en effet ce qu'il s'était proposé de faire, ainsi qu'il l'a ci-dessus annoncé : mais d'après ce qui résulte de la troisième partie de la libération, qu'est-il besoin de se jeter ici dans des calculs ? Ils seraient fastidieux pour le public, inutiles pour le tribunal, relativement à la décision dont peuvent être susceptibles les prétentions soumises à son jugement, du moins dans le système de M. Queneau.

Et en effet, que demande M. Queneau dans l'ensemble de ses conclusions principales ? Il demande que l'action de la Banque soit rejetée comme éteinte par une entière libération, et que les valeurs restantes du marché, c'est-à-dire, les rentes remises à M. Lecouteulx soient délivrées à M. Queneau.

Eh bien, pour établir la libération, il suffit de partir, d'un côté, du compte de M. Lecouteulx avec le gouvernement français, de ce compte acquitté par la remise en paiement de 292,240 liv. de rente genevoise ; d'un autre côté, il suffira d'indiquer parmi les objets de déduction non compris dans ce compte, quelques articles déterminés qui balancent cette valeur ; et dès-lors, la libération complète se trouvera démontrée arithmétiquement.

Or, quelle valeur a dû produire cette rente viagère de 292,240 livres en inscription intégrale dont le capital était de la somme de 2,922,000 livres, égale au reliquat du compte ?

Ce capital s'est trouvé réduit, par l'effet de la mobilisation, au tiers, formant la somme nominale de 974,000 livres.

Supposons à présent (sauf toutefois les comptes positifs à faire ultérieurement avec M. Lecouteulx, consignataire de la rente), supposons que cette somme nominale se trouve réduite, en valeur réelle, à soixante pour cent, y compris la valeur des bons de deux tiers mobilisés, cela fait une somme de 582,400 livres.

Eh bien ! qu'on rapproche maintenant de cette somme, inférieure à 600,000 liv., seulement les 500,000 l. tournois, que la Banque a reconnu dans sa plaidoirie avoir recouvrées en Espagne sur M. Queneau, il ne restera plus que 82,400 liv. seulement, pour les créances d'un million environ qu'elle lui a fait périr en France, et pour la masse énorme des autres restitutions et indemnités qu'elle lui doit, indépendamment des autres articles dont il est parlé dans les trois parties de libération.

Il est donc démontré par ce rapprochement partiel, mais suffisant, que M. Queneau et ses cautions sont plus que libérés envers la banque Saint-Charles.

Donc, les titres apparens dont elle excipe, sont anéantis.

Donc, sa demande extravagante doit être rejetée.

Donc, les conclusions *principales* de M. Queneau doivent au contraire être admises.

Tel est le résultat justifié de la discussion sur le fond de la cause.

Et le fond, au moyen de ce, est en état de recevoir dès à présent une décision définitive, sans qu'il soit besoin, ni d'attendre la discussion ultérieure de M. Lecouteulx, ni même de recourir à la vérification préalable qu'a proposé M. Queneau, dans ses conclusions subsidiaires. La justice est éclairée, la conviction est acquise, pourquoi tarderait-elle à prononcer ? Il est tems qu'elle fasse cesser le scandale de ce pro-

eés trop fameux , à la faveur duquel une compagnie étrangère semble menacer la fortune et l'existence de Français estimables.

La discussion de M. Queneau sur le fond , où il s'est expliqué sans réserve sur tous les points de difficultés ; le résultat qu'il en a fait sortir et qu'il vient de présenter ici ; son insistance formelle , pour être dès à présent jugé sur le fond même ; ce désir non équivoque , ou , pour mieux dire , cette provocation d'un jugement définitif qui termine à l'instant le combat judiciaire ; tout , en un mot , prouve que M. Queneau ne cherche point dans cette cause , comme l'a supposé la banque Saint-Charles , à éluder le jugement par des conclusions uniquement dilatoires et sans objet : M. Queneau a plaidé et conclu sur le fond ; il croit avoir mis la justice en état de le juger ; qu'elle le juge à présent , si en effet et comme le pense M. Queneau , sa religion est suffisamment éclairée. Mais s'il manque encore quelques élémens à sa conviction , M. Queneau lui indique le moyen par lequel elle peut se les procurer ; tel est l'objet des conclusions subsidiaires rappelées dans l'analyse de la procédure. Il va les justifier.

M. Queneau demande *subsidiirement* ; il répète ce mot , afin qu'on ne perde pas de vue le caractère de ses conclusions à cet égard , il demande subsidiairement que dans le cas où la justice ne se trouverait pas , quant à présent , suffisamment éclairée , soit sur la quotité des paiemens , soit sur les autres points de libération , le tribunal ordonne en ce cas , avant faire droit sur le fond , que la banque Saint-Charles sera tenue de rapporter et déposer au greffe , les quittances , décharges , registres et autres papiers de M. Queneau , dont elle s'est emparée et qu'elle retient en sa possession.

Un

Un tel chef de conclusions n'est susceptible d'aucune objection raisonnable.

Mais ce préalable est inutile , a dit la Banque ; il existe des titres : c'est sur ces titres qu'il faut juger.

Oui , sans doute , il est inutile , pour accorder à la Banque les millions qu'elle réclame ; mais il est indispensable , pour rendre aux parties respectivement la justice qui leur est due. Cette justice doit être le résultat d'un examen complet et impartial, non-seulement des titres apparens de créance , mais encore des pièces de décharge qui peuvent les atténuer. La Banque veut-elle que les juges lisent les uns , et s'abstiennent de lire les autres ? Cette Banque serait-elle donc étrangère au point de méconnaître ainsi les tribunaux français ! Et dans aucun pays il n'en existe , sans doute , où l'on pût accueillir un tel système.

Si le tribunal ne peut se dispenser d'examiner les pièces de libération , il faut donc absolument qu'elles lui soient produites.

Cette production est , en général , une obligation de la personne qui se prétend libérée , comme la représentation du titre en est une pour celle qui se prétend créancière. Mais ce principe , comme tout principe général , a ses exceptions particulières. Ainsi , quand les pièces de libération , au lieu d'être en la possession de celui qui est actionné comme débiteur , sont au pouvoir du prétendu créancier lui-même , c'est alors celui-ci qui doit les représenter à la justice , s'il en est requis par son adversaire : c'est là un point incontestable , qu'il serait superflu de chercher à démontrer.

Or , il est constant que la banque St. Charles est elle-même en possession de tous les papiers de M. Queneau , puisqu'elle s'en est emparée à son domicile , en même-tems qu'elle s'empara de sa fortune et de sa personne.

H

Et c'est dans ces papiers que doivent nécessairement se trouver les quittances et pièces de décharge qui établiront la première partie de la libération de M. Queneau.

Et c'est dans ces papiers aussi qu'on trouvera les registres et documens, qui constateront la quotité des fonds et valeurs d'Espagne prises par la Banque sur M. Queneau, et qu'elle a fixés modérément à 500,000 liv.; ils constateront en même-tems la quotité des créances françaises qu'elle lui a fait perdre; en un mot, ils constateront la quotité des diverses restitutions et indemnités qui forment des objets de déduction, et qui composent la seconde partie de la libération de M. Queneau.

Donc, la Banque doit préalablement rapporter les papiers qu'elle retient.

Elle aurait eu le droit de s'en emparer, elle aurait eu le droit de les retenir, qu'elle ne pourrait se dispenser de les représenter à la justice, dès qu'ils sont utiles au jugement de l'action qu'elle lui soumet. Qu'en doit-il donc être, si la possession qu'elle a de ces papiers n'est que l'effet d'un envahissement arbitraire et coupable, et si l'apport en est provoqué par celui dont, au contraire, ils n'ont jamais cessé d'être la propriété?

Ainsi, que la Banque cesse d'argumenter de la nature de sa possession, pour se refuser à l'apport qu'on lui demande. Cette possession est illicite; les possesseurs ne sont que des rétentionnaires; et fussent-ils, comme ils ont osé le prétendre, des consignataires publics ou privés, les directeurs de la Banque n'en seraient pas moins tenus de la représentation de ces papiers en justice, si la justice décide que leur examen préalable est nécessaire pour le jugement de l'affaire.

C'est en vain que la Banque, répétant ici une objection déjà réfutée.

tée sur un autre point , à prétendu que c'était en Espagne et devant les autorités de Madrid que M. Queneau devait aller réclamer ses papiers.

M. Queneau a justifié le pouvoir , la compétence du tribunal français sur le fond de la contestation ; il s'agit ici d'un accessoire , d'un préalable , d'une simple instruction , inséparable par sa nature du fond même du procès ; les juges du fond ont donc nécessairement le pouvoir d'ordonner la représentation des papiers ; et puisque c'est pour l'instruction du procès dont ils sont saisis qu'ils en ordonneront la représentation , c'est nécessairement sous leurs yeux , à leur greffe , que l'apport doit en être fait.

Voilà pourtant ce que la Banque appelle une chicane , un préalable inadmissible , inutile !

Sans doute , il pourrait à la rigueur être considéré comme superflu ; mais c'est dans ce sens que , d'après les moyens fournis par M. Queneau sur le fond , on pourrait dès à présent adopter ses conclusions principales , et rejeter l'action de la banque.

Et qu'importe , en effet , la vérification des paiemens antérieurs à la proscription de M. Queneau , puisque le Gouvernement français , représentant la banque Saint-Charles pendant le sequestre de représaille , a postérieurement fixé et reçu le solde sur le pied de 2,922,000 francs !

Qu'importe la quotité plus ou moins forte de l'ensemble des restitutions et indemnités dues à M. Queneau , puisqu'il est libéré ainsi que sa caution , par le paiement de ce reliquat fait à la République , représentant alors la banque Saint-Charles !

Qu'importe , enfin , la vérification et la liquidation à faire de ceux

H 2

des articles de restitution ou indemnités dont la quotité n'est pas encore connue , puisque le minimum avoué par la Banque sur un point , absorbe presque en totalité la valeur réelle de ce qui reste de la créance de la banque , entre les mains de M. Lecouteux , son consignataire.

C'est donc sous ces rapports , mais sous ces rapports uniquement , que le préalable proposé par M. Queneau , pourrait être inutile.

Ainsi, qu'on le rejette ce préalable, il y consentirait volontiers , car dans ce cas , on adopterait nécessairement ses conclusions principales , dont l'objet est de faire proscrire dès à présent la folle prétention de la banque.

Mais rejeter le préalable , pour admettre au contraire cette action , et prononcer dans l'état des choses la condamnation énorme qui en est l'objet ! C'est ce que M. Queneau ne peut craindre ni pour lui , ni pour sa caution ; c'est ce que la Banque elle-même ne peut espérer. Quel tribunal oserait condamner dans le doute , quand on lui présente un moyen de s'éclairer , qui ne peut d'ailleurs atténuer le droit au fond , si ce droit existe !

§. I I I.

La mesure interlocutoire qu'on vient de justifier , entraînera quelques délais qui retarderont nécessairement le jugement définitif , on ne peut en disconvenir. Aussi , M. Queneau qui , quoiqu'en dise la Banque , a plusieurs raisons pour désirer la fin de cette affaire , a présenté tous les développemens qui dépendaient de lui , dans l'état actuel des choses , pour mettre la justice en état de statuer définitivement sans recourir à l'interlocutoire. Mais si la justice , dont la conviction n'est complète que lorsqu'elle a d'ordinaire épuisé tous

les moyens de s'éclairer , si la justice croyait devoir ordonner l'interlocutoire , ne devrait-elle pas en même tems prononcer la main-levée provisoire des oppositions mobilières formées sur les revenus de la caution de M. Queneau ?

Une demande formelle à cet égard est soumise au tribunal par M. Lecouteulx : purement personnelle à ce dernier , c'est à lui qu'il appartenait de la justifier ; il l'a fait. Et M. Queneau ne la représente ici que pour ne point rompre l'ensemble de la discussion d'une affaire dans laquelle il doit en quelque sorte parler de tout , comme étant la partie principale.

Au surplus , l'intérêt de l'homme respectable qui figure ici comme sa caution , ne peut être indifférent à M. Queneau. Et dût la Banque répéter encore qu'ils agissent de concert (comme si l'obligé principal et la caution n'avaient pas nécessairement et sans collusion , un intérêt et des moyens communs pour se défendre de payer une seconde fois une créance acquittée) ; dût donc la Banque s'emparer du langage la reconnaissance , pour le travestir au gré de son intérêt , M. Queneau se plaît à l'avouer ici hautement , c'est dans les sentimens et la générosité de l'homme qu'elle persécute aujourd'hui , qu'il a trouvé depuis qu'il est en France , les consolations qui pouvaient , non pas réparer ni lui faire oublier ses malheurs , mais du moins adoucir la situation pénible où l'ont réduit les persécutions de la Banque en Espagne.

Puissent donc la discussion de M. Queneau sur les autres points de l'affaire , puisse le rapprochement qu'il en fait ici avec la demande en main-levée d'opposition de M. Lecouteulx , puisse , enfin , le vœu de la reconnaissance que M. Queneau s'honore de publier , apporter un poids dans la balance de la justice , en faveur de son bienfaiteur !

Eh ! de quel poids , en effet , ne doit pas être pour cette main-levée

provisoire, le résultat de la discussion de M. Queneau sur le fond, que n'a point encore discuté ni pu discuter M. Lecouteulx !

Ce résultat ! Où il est démontré, qu'au lieu des anciens titres dont excipe la Banque, comme formant le dernier état des choses, c'est au contraire dans la liquidation et le versement du solde accepté depuis par le Gouvernement français représentant la Banque, qu'il faut chercher ce qui doit fixer la dernière situation des parties !

Ce résultat ! où il est démontré que le Gouvernement, en recevant ce solde pour la Banque, en nature de rentes genevoises, a opéré la libération définitive de la caution comme du principal obligé, et a transformé par-là l'ancienne créance de la banque en la propriété de ces rentes, inscrite en son nom sur le livre de la dette publique !

Ce résultat ! où il est démontré par l'existence de cette propriété des rentes au nom de la Banque, et par la confusion de plus d'un million d'arrérages retenus par la nation, que la restitution faite de l'inscription du capital entre les mains de M. Lecouteulx, l'a été pour le compte de la banque Saint-Charles, dont elle n'a cessé d'être la propriété, quoiqu'à la disposition de M. Lecouteulx, son ci devant débiteur, et alors son simple consignataire, comptable seulement de cette inscription ou de la valeur !

Ce résultat, enfin, où, comparant la valeur réelle de cette inscription (la seule chose restée à la banque de son ancienne créance), avec la somme des articles reconnus parmi les objets de restitutions et indemnités opposés en déduction, M. Queneau a démontré, par des calculs simples et palpables, que M. Lecouteulx et lui-même étaient plus que libérés envers la banque Saint-Charles.

Tel est *le dernier état des choses* ; telle est la position des parties d'après ce résultat.

Et si la justice ne se trouve pas suffisamment éclairée pour l'adopter dans ce moment et en faire dès à présent la base de son jugement

définitif, au moins doit-il être considéré *comme fixant provisoirement la situation des parties*. Or, d'après cette situation provisoirement fixée, et dont la conséquence est une *entière libération au moins apparente*, comment serait-il possible de refuser à la caution de M. Queneau la main levée provisoire d'appositions purement mobilières, en ordonnant l'interlocutoire, qui doit retarder le jugement définitif?

§. I V.

M. Queneau vient de remplir envers son coobligé le devoir que lui imposait et leur situation commune et sa reconnaissance personnelle, en joignant ses réflexions et ses vœux aux moyens de M. Leconteux. Qu'il lui soit maintenant permis de s'occuper de lui-même, dans un intérêt à la fois bien cher et bien respectable, celui de son honneur outragé.

On voit qu'il s'agit de l'imputation de *banqueroute frauduleuse*, proférée par la banque Saint-Charles contre M. Queneau.

C'est une calomnie insigne, dont l'offensé demande satisfaction.

S'il fallait proportionner la nature et l'étendue de la réparation à la gravité de l'injure, la réparation devrait être immense; elle s'accroîtrait par la réputation de moralité, bien acquise et bien justifiée, dont a toujours joui le vertueux négociant qui en est l'objet; enfin, elle devrait s'augmenter encore et même être portée au plus haut degré, cette réparation, par la double circonstance que les auteurs de l'inculpation connaissaient personnellement et la moralité de la personne, et la vérité des faits qu'ils ont osé transformer en *banqueroute frauduleuse*.

Eh bien, pour tenir lieu de cette réparation incalculable, à laquelle aurait droit M. Queneau, puisque toutes ces considérations se réunissent effectivement en sa faveur, il ne demande qu'une satisfaction légère, mais précieuse pour lui : l'honneur offensé ne peut se réparer que par la manifestation solennelle de l'estime des hommes de

bien, proclamée à l'occasion de l'offense ; c'est là tout ce que désire M. Queneau, puisqu'il se borne à demander à ses juges, organes en cette partie du commerce de la capitale, une simple disposition qui, manifestant leur opinion sur l'imputation qu'on s'est permise devant eux, la déclare *injurieuse et calomnieuse*.

Et la calomnie n'est-elle pas assez évidente ! Qu'on se reporte aux explications données à cet égard par M. Queneau, et dans le récit des faits, et dans la discussion, en traitant le point auquel s'appliquait l'imputation de banqueroute frauduleuse. C'est là, sur ce point surtout, qu'il a démontré combien cette imputation était vraiment calomnieuse, malveillante et coupable dans la bouche de la banque Saint-Charles. On ne peut donc, d'après cela, refuser à M. Queneau la réparation, c'est-à-dire, la satisfaction à laquelle il a droit pour une telle offense.

Le tribunal lui doit cette justice à l'instant même, soit qu'il prononce sur le fond, soit qu'il statue seulement sur les conclusions interlocutoires ; car la conviction de calomnie ne pourrait être subordonnée à l'exécution de ce préalable. Ce serait d'ailleurs trop éloigner la réparation de l'offense : la calomnie a été proférée publiquement ; elle circule et prend un caractère ineffaçable, quand on éloigne l'application du remède qui doit la détruire.

R É S U L T A T.

Réunissons enfin les résultats particuliers et divers des différents points de discussion qu'on vient de parcourir ; et concluons ici, pour résultat général, comme il est en effet démontré dans le cours de cette discussion :

1^o. Que l'action de la banque Saint-Charles contre M. Queneau
ou

ou sa caution, que cette action, dont on a voulu les effrayer et frapper l'opinion publique, par le nombre des millions qu'elle comporte, n'a pourtant dans la réalité pour objet qu'une créance dont ils sont libérés ou déchargés; et qu'elle n'est basée que sur des titres apparens, jadis réels à la vérité, mais depuis éteints et restés sans valeur: d'où il suit, pour conséquence nécessaire, qu'en admettant les conclusions principales de M. Queneau, cette demande gigantesque de la Banque doit être rejetée avec indignation.

2°. Que si la justice ne se trouve pas encore suffisamment éclairée sur le fond, pour proscrire dès à présent l'action de la Banque, elle doit ordonner l'apport et la vérification préalables des pièces de libération et déduction qui sont parmi les papiers de M. Queneau, dont la Banque s'est emparée et qu'elle retient en sa possession depuis douze ans.

3°. Que dans le cas où le tribunal adopterait cette mesure interlocutoire, dont l'exécution éloignerait nécessairement le jugement définitif, il serait alors de sa justice, comme du droit strict, de faire dès à présent cesser, par une disposition provisoire, les entraves que la Banque a mises aux jouissances de la caution de M. Queneau, par des oppositions mobilières.

4°. Enfin, que, dans tous les cas, soit qu'en ce moment il intervienne un jugement définitif, ou qu'il intervienne un simple interlocutoire, le tribunal ne peut refuser ni même ajourner la satisfaction que lui demande un homme estimable, contre la calomnie atroce dont on a eu l'audace de souiller ses audiences.

AUGUSTIN QUENEAU.

CHIGNARD, *Défenseur.*

De l'Imprimerie de PORTHMANN, rue Neuve des Petits-Champs,
N°. 23, près la rue Helvétius.

on en caution, que cette action, dont on a voulu les effrayer et l'appeler l'opinion publique, par la mention des millions qu'elle représente, n'est point dans la réalité pour objet d'un paiement dont ils sont liés. Ils ont été chargés, et qui, dans l'acte de la loi, ont été chargés de la justice, mais depuis états et les seules, sans aucune raison, il suit, pour ces personnes nécessaires, qu'en soumettant les décisions principales de la Cour, cette demande gigantesque de la Banque doit être rejetée avec indignation.

2. Que si la justice ne se trouve pas encore suffisamment éclairée sur le fond, pour proposer de la part de la Banque, elle doit ordonner l'appel et la vérification préalable des pièces de la Banque et l'admission aux copies des pièces de la Banque, dont la Banque s'est emparée et qu'elle retient en sa possession depuis des années.

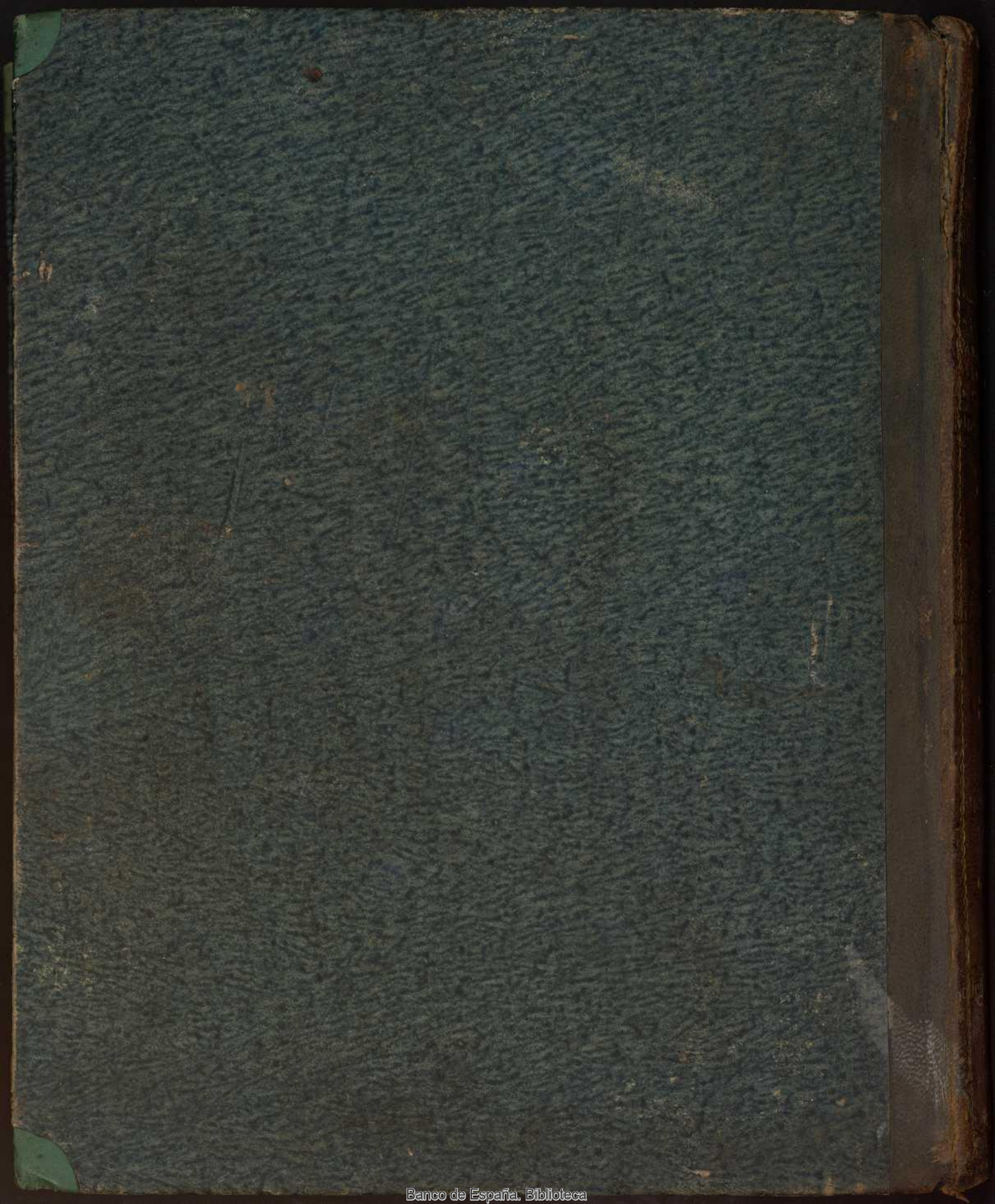
3. Que dans le cas où le tribunal admettrait cette mesure, il ordonnerait, pour l'exécution de la loi, de verser le montant de la somme, il serait alors de sa tâche, comme de droit, de faire des à présent, par une disposition provisoire, les ordres de la Banque à l'usage de la Banque de la Cour, par des dispositions provisoires.

4. Enfin, que, dans ces cas, soit au moment d'inter-
venance un jugement définitif, ou qu'il s'agisse d'un simple inter-
locutoire, le tribunal ne peut refuser ni même ajourner la solu-
tion que lui demande un homme estimable, contre la colossale
affaire dont on a en l'absence de soulever les questions.

ALBERT QUÉBEC

CHICARD, DÉPOSITAIRE

De l'imprimerie de FORTIN, rue Notre-Dame, à Québec.
1837, le 25 Mars, après la lecture.



MEMOIRS



M. E. RESNAIS

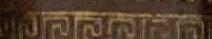
PLANTES AU PR

MIERRE PAR R

ANQUE DE S. O

DE J. D. DE LA M

PROTECTOR ET



1806

1809



